



Department of Finance
Canada

Ministère des Finances
Canada

Recherche prébudgétaire auprès de groupes de discussion – hiver 2024

Rapport

Préparé à l'intention du ministère des Finances Canada

Fournisseur : Environics Research

Numéro du contrat : CW2328764

Valeur du contrat : 129 893,50 \$ (TVH incluse)

Date d'attribution du contrat : 5 septembre 2023

Date de livraison : 23 février 2024

Numéro d'enregistrement : POR 036-23

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec le ministère des Finances Canada à l'adresse suivante : por-rop@fin.gc.ca

This report is also available in English.

Canada

Recherche prébudgétaire auprès de groupes de discussion – hiver 2024 – Rapport final

Préparé à l'intention du ministère des Finances Canada par Environics Research

Février 2024

Permission de reproduire

La présente publication peut être reproduite à des fins non commerciales seulement. Une autorisation écrite préalable doit être obtenue de la part du ministère des Finances Canada. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec le ministère des Finances Canada à l'adresse suivante : por-rop@fin.gc.ca

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre des Finances Canada (2024).

Numéro de catalogue : F2-298/2024F-PDF
ISBN 978-0-660-70753-2

This publication is also available in English under the title *Pre-Budget Focus Group Research – Winter 2024 – Final report*

Numéro de catalogue : F2-298/2024E-PDF
ISBN 978-0-660-70752-5

Table des matières

Résumé	1
Contexte et objectifs	1
Méthodologie	1
Valeur du contrat	1
Principales constatations.....	2
Énoncé de neutralité politique et coordonnées.....	5
Introduction	7
Contexte	7
I. Constatations détaillées	8
A. Perceptions de l'économie canadienne	8
B. Préoccupations liées à l'inflation et au coût de la vie	12
C. Les taux d'intérêt	14
D. Le soutien à la classe moyenne et les pensions	16
E. Le logement.....	18
F. Les priorités budgétaires.....	20
Annexe A : Méthodologie	22
Annexe B : Guide de discussion	25
Annexe C : Questionnaire de recrutement	31

Résumé

Contexte et objectifs

Le ministère des Finances Canada a retenu les services d'Environics Research afin de mener, à la fin de janvier 2024, une recherche qualitative auprès de la population canadienne en prévision du budget fédéral de 2024. La recherche avait pour objectif d'évaluer les perceptions et préoccupations des Canadiennes et des Canadiens en ce qui a trait à l'état actuel de l'économie du pays et aux enjeux connexes, comme les taux d'intérêt et le logement, à leurs attentes quant au rôle du gouvernement du Canada dans l'économie, aux problèmes financiers auxquels ils font face à l'heure actuelle et à leurs priorités pour le budget de 2024.

Méthodologie

Environics Research a mené, du 24 au 30 janvier 2024, une série de 10 séances virtuelles de discussion en groupe. Au total, 74 personnes ont pris part à ces séances portant sur l'économie canadienne, ce qui leur a donné l'occasion de donner leur avis sur des enjeux tels que le coût de la vie, les taux d'intérêt, la classe moyenne, les pensions, le logement et le budget fédéral à venir. Les discussions se sont déroulées sur la plateforme Zoom. Deux séances ont été organisées dans chacune de ces cinq régions : l'Ontario, les provinces de l'Atlantique, le Québec, les Prairies et la Colombie-Britannique. Les groupes ont été divisés en fonction de l'âge (les 18 à 34 ans, les 34 à 55 ans et les 55 ans et plus) ou de la situation de logement (soit les candidates et candidats à l'accession à la propriété et les propriétaires devant renouveler leur prêt hypothécaire). Les deux séances du Québec ont été menées en français, et les huit autres, en anglais.

Les 74 participantes et participants étaient tous âgés de 18 ans et plus. Leurs groupes d'âge et leurs niveaux de scolarité étaient différents, tout comme le milieu socioculturel d'où ils viennent. Les séances de discussion, de 90 minutes environ, regroupaient de six à huit personnes (sur les huit recrutées pour chacun des groupes), qui ont chacune reçu une somme de 100 \$.

Limites : La recherche qualitative jette un regard sur la diversité des opinions au sein d'une population, plutôt que sur leur pondération, ce que mesurerait une recherche quantitative. Les résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

Valeur du contrat

La valeur de ce contrat s'élève à 129 893,50 \$ (TVH incluse). Ce coût comprend une série subséquente de séances de discussion en groupe menées après le budget, dont les conclusions font l'objet d'un rapport distinct.

Utilisation des constatations de la recherche. Grâce à son évaluation et à son analyse de l'opinion des Canadiennes et des Canadiens, le gouvernement du Canada est en mesure de mieux comprendre d'enjeux politiques importants liés au mandat du ministère et de ses services connexes. L'information obtenue par l'intermédiaire de cette recherche sur l'opinion publique sera communiquée au ministère des Finances Canada. Elle aidera le ministère dans l'établissement des priorités, l'élaboration de politiques et la planification de programmes et de services.

Principales conclusions

A. Perceptions de l'économie canadienne

La plupart des participantes et des participants étaient d'avis que l'économie canadienne se porte mal et ont utilisé, pour la décrire, des mots tels que « inabordable », « en déclin », « coûteuse », « éprouvante », « tendue », « terrible », « instable » et « imprévisible ». Quelques personnes avaient une vision plus neutre de l'économie, choisissant des mots comme « reprise », « stabilité », « transition » et « redressement ».

L'économie dans son ensemble a été jugée de façon défavorable en grande partie en raison de la perception de la hausse du prix des aliments, du logement et de l'essence. D'autres facteurs comme les services publics, le prix du carburant dans les provinces de l'Atlantique, les assurances et les paiements hypothécaires ont aussi été relevés. Certaines personnes ont mentionné avoir entendu parler de licenciements.

Certaines participantes et certains participants, en particulier dans les provinces des Prairies et de l'Atlantique, ont fait état de hausses de la criminalité et de l'itinérance dans leur région, qu'ils perçoivent comme un signe de la détresse de la population aux prises avec des difficultés économiques.

On a souvent relevé que les salaires n'ont pas augmenté au même rythme que l'inflation et que l'écart se creuse entre les riches, qui ont continué de s'enrichir au cours des dernières années, et le reste de la population.

La plupart des gens ont dit douter de l'amélioration de l'économie en 2024 et s'attendent à ce que l'inflation continue de s'accélérer. Certaines personnes ont bon espoir que les taux d'intérêt diminuent au cours des prochains mois. Pour avoir l'impression que l'économie s'améliore, la majorité des gens aurait besoin de constater une réduction des taux d'intérêt et de certains prix de produits de consommation.

B. L'inflation et le coût de la vie

Dans toutes les régions, la plupart des participantes et des participants comprennent que l'inflation actuelle repose sur plusieurs facteurs et qu'il s'agit d'un problème mondial. On en attribuait le plus souvent la cause fondamentale aux perturbations et aux problèmes des chaînes d'approvisionnement persistant depuis la pandémie, à la hausse abusive des prix et à la cupidité des entreprises, de même qu'à la guerre en Ukraine et au Moyen-Orient.

La grande majorité des participantes et des participants ont admis être directement touchés par la hausse du coût de la vie. Les coûts de l'épicerie et du logement ont été cités comme étant de plus en plus difficiles à assumer par la plupart d'entre eux. Tout le monde a donné des exemples de changements dans la quantité (« réduflation ») et dans la qualité (« déqualiflation ») des produits alimentaires achetés. Le prix du chauffage au mazout a aussi été mentionné dans les provinces de l'Atlantique.

En général, les gens n'avaient pas l'impression que le gouvernement fédéral était responsable de la hausse des prix. Quelques personnes, en particulier dans les Prairies, ont attribué l'inflation à l'incidence de la taxe sur le carbone et à « l'impression d'argent par le gouvernement ».

La plupart des participantes et des participants ont admis que le gouvernement fédéral ne pouvait pas faire grand-chose pour réduire l'inflation; la réglementation du prix des produits essentiels, le contrôle des loyers, la lutte contre les hausses abusives de prix et la mise en œuvre d'un revenu de base universel pourraient toutefois

contribuer à en atténuer les conséquences. Certaines personnes ont reproché au gouvernement fédéral son inaction, tandis que d'autres étaient d'avis qu'une réduction des taxes et impôts, en particulier de la taxe sur le carbone, pourrait aussi aider.

C. Les taux d'intérêt

La plupart des gens savaient que la Banque du Canada est responsable de l'établissement des taux d'intérêt. Toutefois, certaines personnes, en particulier au Québec, supposaient que le gouvernement du Canada avait aussi son mot à dire en coulisse.

On a pu observer un scepticisme généralisé quant à l'idée voulant qu'une hausse des taux se traduirait par une réduction de l'inflation, ou qu'à l'inverse, une réduction des taux entraînerait une hausse des prix. On comprenait très mal comment le fait d'augmenter le prix de nombreux produits et services en haussant les taux d'intérêt finirait à long terme par entraîner une baisse des prix.

La plupart des gens ont affirmé que l'inflation et la hausse des prix mettaient davantage de pression sur les finances de leur ménage que l'augmentation des taux d'intérêt.

Les taux d'intérêt élevés préoccupaient surtout les candidates et les candidats à l'accession à la propriété, nombre d'entre eux reportant leur projet d'acheter une maison, de même que les propriétaires devant renouveler leur prêt hypothécaire en 2024 ou en 2025 et qui se trouvent au début de leur période d'amortissement, et qui doivent donc payer un montant important en intérêts. La hausse des taux touchait aussi certaines participantes et certains participants qui avaient d'autres dettes personnelles, comme des prêts étudiants ou automobiles.

Bon nombre de gens disent espérer que les taux d'intérêt ont atteint leur sommet et qu'ils commenceront à baisser en 2024 ou en 2025. En revanche, on a observé une attitude plus pessimiste quant à l'inflation, car de nombreuses personnes s'attendent à ce que les prix continuent d'augmenter, du moins dans une certaine mesure. Certaines participantes et certains participants avaient bon espoir que les prix se stabilisent et qu'ils cessent d'augmenter à ce rythme, mais on était conscient qu'ils ne reviendraient sans doute jamais aux niveaux d'avant.

D. Soutien à la classe moyenne

La majorité des participantes et des participants ont dit qu'ils appartiennent à divers niveaux de la « classe moyenne », mais ils définissaient celle-ci différemment, reconnaissant qu'il y avait un fort écart entre les seuils inférieur et supérieur. Pour certaines personnes, il s'agissait simplement d'être capable de subvenir à ses besoins fondamentaux, comme se loger, se nourrir et payer les factures, sans avoir besoin de recourir à une banque alimentaire. Pour d'autres, il faut avoir suffisamment d'argent pour pouvoir épargner en vue de s'offrir des voyages ou d'autres luxes pour faire partie de la classe moyenne. L'idée qu'il fallait être propriétaire pour appartenir à la classe moyenne au Canada a été en grande partie rejetée.

Les gens étaient peu au courant des mesures instaurées par le gouvernement fédéral pour aider la classe moyenne. Quelques personnes ont donné en exemple le paiement de l'incitatif à agir pour le climat et les services de garde à 10 \$ par jour. Les participantes et les participants ne savaient pas non plus ce que le gouvernement pourrait faire pour soutenir la classe moyenne, outre réduire les impôts.

E. Préoccupations liées aux pensions et à l'épargne-retraite

De nombreuses personnes se sont dites inquiètes de ne pas avoir suffisamment d'argent pour leur retraite. Chez les participantes et les participants plus âgés, cette inquiétude était plus immédiate, et certaines personnes ont admis devoir continuer de travailler, malgré leur envie de prendre leur retraite. On a relevé qu'une personne qui ne détient pas de régime de retraite, outre le Régime de pensions du Canada, pourrait avoir beaucoup de difficulté à prendre sa retraite.

Quelques participantes et participants plus jeunes se sont dits inquiets lorsqu'on leur a demandé s'ils seraient un jour capables d'épargner suffisamment pour prendre leur retraite. Cependant, ils étaient souvent trop préoccupés par leurs difficultés immédiates à joindre les deux bouts pour se permettre d'y penser.

Certaines personnes ont aussi indiqué qu'elles devaient aider financièrement des parents âgés qui n'avaient pas épargné suffisamment pour leur retraite, ce qui venait alourdir leur propre fardeau.

Dans la mesure où ils souhaitaient que le gouvernement agisse pour aider les gens à épargner en vue de leur retraite, les participantes et les participants ont mentionné l'augmentation des prestations au titre du Régime de pensions du Canada ou la hausse du plafond des cotisations aux régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER). Certaines personnes ont aussi proposé de réduire les impôts ou de s'attaquer au coût de la vie en général, pour permettre à la population d'être davantage en mesure d'économiser.

F. Préoccupations relatives au logement

Le logement abordable était une importante source d'inquiétude, en particulier en Ontario et en Colombie-Britannique, où le prix du logement est très élevé depuis de nombreuses années, mais aussi dans les provinces de l'Atlantique. Cet enjeu était moins préoccupant dans les Prairies et au Québec.

Bon nombre de participantes et de participants de 55 ans et plus qui étaient propriétaires se sont dits préoccupés à l'idée que la nouvelle génération ne puisse accéder à la propriété. Leurs propres inquiétudes étaient plutôt axées sur leur capacité à se permettre des réparations ou encore sur la recherche d'un logement plus petit.

Les préoccupations précises qui ont été relevées en matière de logement concernaient la capacité à payer son loyer, le prix exorbitant des logements rendant hors de portée l'accès à une première propriété et les répercussions de la hausse des taux d'intérêt sur les paiements hypothécaires après un renouvellement de prêt. Chez les participantes et les participants plus jeunes, ils étaient nombreux à se dire pessimistes pour ce qui est d'arriver à s'acheter une maison, certains disant même craindre de devoir vivre chez leurs parents indéfiniment.

La plupart des gens ne connaissaient aucune des mesures mises en place par le gouvernement fédéral pour rendre le logement abordable. Certaines personnes avaient entendu parler du compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP), mais plusieurs ont fait remarquer que bon nombre de Canadiennes et de Canadiens ne sont pas en mesure d'épargner à l'heure actuelle, et que le plafond de 40 000 \$ est insuffisant pour une mise de fonds. On avait aussi entendu parler des négociations sur le Fonds pour accélérer la construction de logements et de l'interdiction d'achat d'immeubles résidentiels par des non-Canadiens.

Quelques personnes avaient également entendu parler des nouvelles limites sur le nombre d'étudiantes étrangères et d'étudiants étrangers, et avaient bon espoir que cette mesure permettrait de réduire les pressions exercées sur le marché du logement. Au Québec, surtout, on a mentionné spontanément le rôle de l'immigration dans la pénurie de logements.

Lorsque des mesures ont été présentées, l'idée de sévir contre la location illégale à court terme, comme Airbnb, a principalement trouvé écho dans les régions faisant face à un tel problème (soit Toronto, Montréal et Vancouver), mais a semblé mal comprise dans d'autres régions où cet enjeu est moins problématique. L'idée d'interdire l'achat d'immeubles résidentiels par des non-Canadiennes et des non-Canadiens était très populaire.

Ces mesures dans leur ensemble étaient considérées comme de bons efforts initiaux, mais certaines participantes et certains participants avaient l'impression qu'elles ne leur bénéficieraient pas directement ou doutaient de l'effet escompté à court et à moyen terme. Peu de gens ont suggéré d'autres mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour rendre le logement abordable et accessible.

G. Priorités budgétaires souhaitées

Les priorités budgétaires que souhaitaient les participantes et les participants étaient surtout axées sur le coût de la vie, le logement, les soins de santé et l'éducation. Parmi les mesures qui ont été nommées figuraient diverses mesures précises visant à améliorer la situation économique du Canada, comme la réglementation du prix des aliments, la mise en œuvre d'un revenu universel de base, le maintien des prêts sans intérêt aux étudiantes et aux étudiants par le gouvernement fédéral, le contrôle des loyers, la réglementation des hausses de prix abusives, la réduction des taxes et impôts, y compris de la taxe sur le carbone, la baisse des taux d'intérêt, la réduction des dépenses en aide à l'étranger, l'ouverture de refuges pour personnes en situation d'itinérance, les investissements en santé mentale et la priorisation de projets de logement abordable de plus petite envergure.

Les soins de santé ont été relevés spontanément par certaines personnes au Québec, tandis qu'en Colombie-Britannique, on a mentionné précisément qu'il faut accorder la priorité à la santé mentale.

Les enjeux environnementaux et les changements climatiques n'ont que rarement, voire jamais, été mentionnés spontanément comme étant des priorités. De nombreuses personnes ont aussi rejeté l'idée de privilégier les « infrastructures vertes », affirmant que l'environnement devenait moins prioritaire lorsque la population peine à joindre les deux bouts. Certaines initiatives précises, comme l'investissement dans le transport en commun, étaient plus populaires lorsque présentées seules, plutôt que dans le cadre d'une « infrastructure verte ».

Lorsqu'on leur a présenté d'éventuelles mesures budgétaires précises, les participantes et les participants se sont montrés très enthousiastes à l'idée de veiller à ce que les membres du 1 % de la population le plus riche et les sociétés les plus fortunées paient leur juste part. Ils étaient aussi tous favorables à l'offre de formations et de cours de perfectionnement pour permettre à toutes les Canadiennes et à tous les Canadiens de profiter de nouvelles perspectives d'emploi ainsi que de nouveaux programmes visant à aider la jeune génération à trouver de bons emplois en leur donnant accès à des études postsecondaires plus abordables.

Énoncé de neutralité politique et coordonnées

Par la présente, je certifie, en tant que cadre supérieur d'Environics, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique, comme elles sont définies dans la Politique sur les communications et l'image de marque et la Directive sur la gestion des communications. Plus particulièrement, les produits livrables ne font aucune mention des intentions de vote électoral, des préférences quant aux partis politiques, des positions des partis ou de l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de son chef.

Derek Leebosh
Vice-président, Affaires publiques
Environics Research Group
derek.leebosh@environics.ca.
416 820-1963

Fournisseur : Environics Research Group

Numéro de contrat : CW2328764

Date du contrat initial : 5 septembre 2023

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Finances Canada à l'adresse suivante : por-rop@fin.gc.ca

Introduction

Le ministère des Finances Canada a retenu les services d'Environics Research afin de mener, à la fin de janvier 2024, une recherche qualitative auprès de la population canadienne en prévision du budget fédéral de 2024. La recherche avait pour objectif d'évaluer les perceptions et préoccupations des Canadiennes et des Canadiens en ce qui a trait à l'état actuel de l'économie du pays et aux enjeux connexes, comme les taux d'intérêt et le logement, à leurs attentes quant au rôle du gouvernement du Canada dans l'économie, aux problèmes financiers auxquels ils font face à l'heure actuelle et à leurs priorités pour le budget de 2024. Les sujets suivants ont été étudiés dans le cadre de la recherche :

- L'état de l'économie canadienne
- L'inflation et le coût de la vie
- Les répercussions des taux d'intérêt
- Les pensions et l'épargne-retraite
- Le logement
- Les priorités pour le budget de 2024

Contexte

Chaque année, le ministère des Finances a la responsabilité de préparer le budget fédéral. Pour éclairer les décisions en ce qui a trait aux dépenses prises dans le cadre du budget, le Ministère commande une recherche sur l'opinion publique à propos de l'état de l'économie en vue de mieux comprendre le contexte public dans lequel il transmet ses communications. Le recours à une recherche qualitative permet au ministère de dresser un portrait clair et à jour de l'évolution de l'humeur de la population en ce qui a trait à l'état de l'économie, à son propre sentiment de bien-être économique et aux gestes posés par le gouvernement en matière économique. Alors que l'économie canadienne continue de subir des pressions inflationnistes, les experts politiques, les économistes et les spécialistes des communications doivent demeurer au fait des opinions du public quant à l'état général de l'économie et aux mesures gouvernementales dans la sphère économique.

I. Constatations détaillées

A. Perceptions de l'économie canadienne

Associations de mots

Au début de chaque séance, les participantes et les participants devaient choisir le mot qui, à leur avis, décrit le mieux l'état actuel de l'économie canadienne. Les mots sélectionnés évoquaient généralement des sentiments d'incertitude et de pessimisme, par exemple « difficile », « inabordable », « en déclin », « coûteuse », « éprouvante », « tendue », « médiocre », « terrible », « instable » et « imprévisible ». Certaines personnes ont proposé des mots exprimant une perspective plus neutre ou même positive de l'économie, comme « reprise », « stabilité », « transition » et « redressement ». Toutefois, les termes négatifs surpassaient largement les termes neutres et positifs lors de cet exercice.

Les mots utilisés pour décrire l'économie avaient systématiquement une connotation négative dans toutes les régions. Les différences dans les perceptions, lorsque présentes, étaient davantage liées à l'âge qu'à la province de résidence. En effet, les participantes et participants plus jeunes tendaient à avoir des opinions défavorables de l'économie et à utiliser des mots qui évoquaient un sentiment de désespoir et de difficulté, comme « épuisant », « coûteux » et « instable ». Ces impressions négatives chez les jeunes étaient souvent liées à un sentiment de désolation quant au coût du logement et à la difficulté d'économiser compte tenu du coût de la vie si élevé. Nombre d'entre eux ont admis occuper un emploi précaire et mal rémunéré. Bien que les participantes et les participants plus âgés aient eux aussi utilisé des termes négatifs pour décrire l'état de l'économie, certains ont suggéré des termes plus neutres ou positifs. Dans de nombreux cas, leurs préoccupations concernaient davantage leurs enfants ou les jeunes en général, et non eux-mêmes, puisque plusieurs étaient propriétaires et jouissaient d'une certaine stabilité financière. Certaines personnes ont aussi mentionné le marché de l'emploi qui se resserre, et ont dit avoir l'impression qu'il y a eu des licenciements récents et qu'il devenait plus difficile de trouver du travail.

Lorsqu'on leur a demandé pourquoi ils avaient décrit l'économie en termes négatifs, les gens ont presque toujours mentionné les prix élevés des biens de première nécessité et le fait que la vie devient de moins en moins abordable. De nombreuses personnes ont immédiatement décrit leurs difficultés à payer leur épicerie, leur loyer ou leurs versements hypothécaires. Chez les plus jeunes, certaines personnes ont dit être coincées dans des emplois mal rémunérés, et celles qui habitaient toujours chez leurs parents avaient peu d'espoir d'avoir un jour les moyens de se payer ne serait-ce qu'un loyer, sans parler d'acheter une habitation.

Préoccupations économiques précises

Les enjeux précis qui préoccupaient le plus les participantes et participants étaient les prix élevés et qui continuent d'augmenter, la hausse des taux d'intérêt et le logement abordable, tous des éléments liés au coût de la vie élevé en général. Plus particulièrement, de nombreuses personnes ont notamment dit s'inquiéter du prix de l'épicerie toujours en hausse, affirmant avoir du mal à se payer les biens de première nécessité dont elles ont besoin. L'inabordabilité des logements a aussi souvent été évoquée comme préoccupation économique importante, parfois même qualifiée de « crise ». Certaines participantes et certains participants ont mentionné précisément les tarifs élevés et en hausse des services publics et des primes d'assurance. Dans le Canada Atlantique, le coût du chauffage domestique a été soulevé comme source d'inquiétude. Certaines personnes ont aussi fait état de préoccupations liées au marché de l'emploi, ayant entendu parler ou fait l'expérience de mises à pied. Il convient de souligner que, alors que, par le passé, le prix élevé de l'essence avait été mentionné par de

nombreuses personnes comme une préoccupation majeure, il n'a été relevé dans aucune des séances de discussion de cette vague, probablement parce qu'il a diminué récemment.

Certaines participantes et certains participants, en particulier dans les Prairies, en Colombie-Britannique et dans les provinces de l'Atlantique, ont affirmé avoir constaté une hausse de la criminalité, de l'itinérance et de la toxicomanie dans leur communauté, qu'ils percevaient comme un signe de difficulté économique, et cette rupture du tissu social était considérée comme un signe de recul de l'économie.

Les gens ont souvent mentionné que les salaires n'ont pas augmenté au même rythme que les prix. Ils ont aussi expliqué qu'ils avaient l'impression que l'écart se creuse entre les riches, qui ont continué de s'enrichir au cours des dernières années, et le reste de la population, qui peine de plus en plus.

On n'a observé que très peu de variations dans ces principaux thèmes, et les problèmes décrits étaient semblables d'une région à l'autre. L'abordabilité du logement était toutefois un problème moins central au Québec et dans les Prairies.

De nombreuses participantes et de nombreux participants ont indiqué qu'ils devaient se passer de certains produits et réduire leurs dépenses discrétionnaires en raison de la hausse des prix. Chez les personnes plus âgées et à revenu plus élevé, toutefois, certaines considéraient plutôt la hausse des prix comme une situation à laquelle ils devaient s'accommoder à contrecœur. Quelques personnes ont mentionné que la situation économique actuelle les empêchait de s'offrir du « luxe », comme des vacances ou du divertissement, n'ayant les moyens de ne se payer que l'essentiel.

Les préoccupations économiques soulevées étaient largement de nature personnelle. Seules quelques personnes ont mentionné des enjeux d'ordre macroéconomique comme la productivité, la croissance économique, la dette et le déficit, le marché du travail ou la durabilité. On a évoqué à quelques reprises l'instabilité dans le monde et les répercussions économiques des guerres au Moyen-Orient, en Ukraine et ailleurs, et certaines personnes se sont inquiétées des conséquences de l'instabilité politique aux États-Unis sur l'économie.

Les participantes et participants n'ont que rarement décrit le chômage ou les éventuelles pertes d'emploi comme leur principale préoccupation économique. Certaines personnes avaient toutefois connaissance des nombreux licenciements dans le secteur de la haute technologie et se demandaient s'il s'agissait d'un avant-goût de ce qui les attend. On a souvent décrit les emplois comme abondants, mais en précisant que les salaires sont souvent insuffisants ou que les avantages sociaux sont inadéquats. Certaines personnes ont dit s'inquiéter de la pénurie de main-d'œuvre, en particulier dans des secteurs comme le commerce de détail, l'accueil et les soins de santé. On avait l'impression que de nombreux emplois demeurent vacants en raison des salaires trop bas ou parce que le travail comme tel est déplaisant, trop précaire ou instable. D'autres ont constaté que nombre de personnes dans leur entourage occupent un métier inférieur, étant incapables de trouver un poste correspondant à leurs compétences.

On a observé un changement dans les opinions de la population. Par exemple, au cours des vagues précédentes, les participantes et participants de la Colombie-Britannique tout particulièrement mentionnaient souvent les questions environnementales et les changements climatiques dans le contexte de la discussion sur l'état de l'économie. Lors de cette vague de séances de discussion, toutefois, les enjeux environnementaux n'ont pratiquement jamais été relevés spontanément, les gens s'inquiétant davantage de leurs ennuis financiers

immédiats. Il convient aussi de souligner que la pandémie de COVID-19 n'a presque jamais été mentionnée spontanément, alors qu'il s'agissait d'une source de préoccupation économique encore l'an dernier.

Pronostic économique

On a demandé aux participantes et aux participants quel était leur pronostic pour l'économie canadienne au cours de la prochaine année, et s'ils croyaient que la situation allait s'améliorer, se détériorer ou demeurer inchangée. La plupart des gens se sont montrés plutôt pessimistes et ont dit s'attendre à ce que la situation économique se dégrade au cours de la prochaine année. On s'attendait à ce que les prix continuent d'augmenter, et on craignait que l'économie subisse les contrecoups des guerres dans le monde ou de catastrophes naturelles. Chez celles et ceux qui ne croyaient pas que l'économie allait se dégrader, la majorité était d'avis qu'elle allait plutôt stagner en 2024, sans s'améliorer ni se détériorer. On croyait en général que l'inflation allait persister, même si les hausses de prix ralentissent, mais certaines personnes espéraient voir une baisse des taux d'intérêt au cours des prochains mois. Seules quelques personnes ont dit s'attendre à ce que la situation économique s'améliore cette année.

Dans les commentaires des participantes et des participants, on pouvait difficilement dire qu'il y avait quoi que ce soit à espérer sur le plan économique au cours de l'année à venir. À la fin de 2022 et au début de 2023, on observait encore un certain optimisme au sujet de l'économie, qui était associé à la fin de la pandémie de COVID-19. À cette époque, bon nombre de participantes et de participants avaient bon espoir que les gens recommenceraient à dépenser davantage tandis que les dernières restrictions liées à la pandémie étaient levées et que les problèmes de la chaîne d'approvisionnement étaient réglés, et que cela permettrait de relancer l'économie. Aujourd'hui, soit un an plus tard, il était évident que la pandémie était tombée dans l'oubli et que les gens ne voyaient plus l'économie dans l'optique du rétablissement. La pandémie était maintenant considérée comme appartenant au passé, et n'était plus un facteur influençant l'économie.

Lorsqu'on leur a demandé comment ils sauraient que l'économie s'améliore, la plupart des participantes et des participants ont avancé qu'ils chercheraient des facteurs tels que la réduction des taux d'intérêt ou du prix de certains produits de consommation, en particulier des aliments, et qu'ils devraient constater une baisse des signes visibles de déclin économique, comme les campements de personnes sans-abri et la toxicomanie. Les mesures économiques usuelles ont été rarement mentionnées, comme le taux de chômage, le PIB ou le déficit, comme indicateurs de l'état de l'économie dans son ensemble. Certaines personnes jugeaient l'économie beaucoup plus à la lumière de leur propre expérience, affirmant qu'elles auraient l'impression que l'économie s'améliore si elles pouvaient payer leur logement ou s'offrir quelques « luxes ». Quelques participantes et participants se sont appuyés principalement sur leur environnement immédiat pour évaluer l'état de l'économie, tirant des exemples de leur vie personnelle et de celle de leurs proches. Le coût élevé des biens essentiels a été soulevé comme étant révélateur d'une économie qui se porte « mal ». Il convient de souligner que les participantes et participants plus âgés et au revenu plus élevé avaient tendance à évaluer le rendement de l'économie davantage en fonction de données macroéconomiques et des actualités, tandis que ceux plus jeunes et au revenu plus faible s'appuyaient davantage sur leurs expériences personnelles.

Les attitudes à l'égard de l'économie étaient assez semblables d'une région à l'autre et dans les groupes d'âge, la plupart des gens se sentant incertains et découragés quant à l'état actuel de l'économie canadienne, tout en anticipant une nouvelle année difficile. Les dépenses courantes étaient toujours une source de préoccupation, et ce, dans tous les groupes d'âge. Même les personnes au revenu plus élevé, qui n'éprouvaient peut-être pas personnellement de difficultés financières, commençaient à remarquer le coût de certains articles comme les

produits d'épicerie et à faire davantage attention, même lors de petits achats. Les jeunes s'inquiétaient de leur capacité actuelle à payer leur logement et de l'impossibilité d'accéder à la propriété en raison de la hausse du prix des logements et des taux d'intérêt. Les membres des générations plus âgées s'inquiétaient quant à eux de leurs enfants et se demandaient si ceux-ci pourront un jour s'acheter un logement et assurer leur sécurité financière.

Alors que certaines personnes ont remarqué que les prix du logement commençaient à se stabiliser, d'autres étaient d'avis que cette stabilisation était neutralisée par la hausse des taux hypothécaires, et que le logement demeurerait ainsi tout aussi inabordable. On avait également l'impression que même si les prix cessaient d'augmenter à un rythme aussi alarmant, ils ne reviendraient probablement jamais aux niveaux d'il y a deux ans, l'essence faisant toutefois exception, de nombreuses personnes ayant récemment observé une chute des prix.

Il convient de souligner que l'état d'esprit quant à l'évolution de l'économie a grandement changé par rapport à ce qu'il était lors de l'étude menée il y a un an, à l'hiver 2023. À l'époque, même si les gens s'inquiétaient grandement de la hausse des prix et de l'instabilité dans le monde, ils portaient beaucoup plus d'attention aux répercussions de la pandémie de COVID-19 sur l'économie, et bon nombre de personnes affichaient un certain optimisme, ayant espoir qu'une fois les confinements levés et la pandémie terminée, la vie reprendrait son cours et l'économie allait s'améliorer. Aujourd'hui, un an plus tard, tout a déjà rouvert et les gens ont moins d'espoir pour l'après-pandémie. On semblait d'avis que la pandémie était terminée et qu'il fallait maintenant faire face aux conséquences économiques à long terme. Tout sentiment d'euphorie à la levée des confinements et restrictions s'est dissipé il y a longtemps. Il ne reste maintenant que la peur et l'appréhension quant aux perturbations continues des chaînes d'approvisionnement, à la volatilité du prix des produits de base, aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux nouveaux bouleversements que pourrait causer la guerre en Ukraine.

Enjeux générationnels

On a demandé aux participantes et aux participants s'ils avaient l'impression qu'il était aujourd'hui plus facile ou plus difficile pour les jeunes de s'en sortir financièrement, comparativement à la génération de leurs parents. Les plus jeunes estimaient en général que la situation était beaucoup plus difficile pour eux qu'elle ne l'était pour leurs parents ou leurs grands-parents. Ces impressions étaient presque entièrement liées au caractère inabordable du logement. De nombreuses personnes ont fait remarquer qu'il était par le passé parfaitement réaliste de s'acheter une maison dans la vingtaine ou la trentaine et qu'à leur âge, leurs parents avaient été en mesure de s'acheter une maison modeste tout en occupant un emploi qui n'était pas particulièrement bien rémunéré, ce qu'ils considéraient comme impossible dans l'économie actuelle. Chez les participantes et participants plus âgés, on a déploré le fait qu'il est plus difficile pour les jeunes d'avancer dans la vie. Cette opinion était tout particulièrement répandue chez ceux qui avaient des enfants adultes et qui avaient constaté eux-mêmes les difficultés rencontrées par la jeune génération. Ils ont souvent projeté leurs préoccupations économiques sur leurs enfants ou sur les jeunes en général, se demandant si ceux-ci auront un jour les moyens de s'acheter une maison ou d'assurer leur sécurité financière.

On a observé quelques opinions divergentes quant à savoir s'il était maintenant plus difficile pour les jeunes de s'en sortir, comparativement à la génération de leurs parents. En effet, quelques personnes issues de familles d'immigrants ont raconté que leurs parents étaient venus s'installer au Canada alors qu'ils ne parlaient ni anglais ni français, qu'ils avaient peu d'éducation, et qu'ils ont dû se démener pour arriver à joindre les deux bouts. À l'inverse, ces personnes avaient poursuivi des études postsecondaires et acquis des compétences qui leur donnaient plus de chances de réussir que leurs parents. Certaines participantes et certains participants plus

jeunes dont les parents et les grands-parents étaient nés au Canada ont parfois fait remarquer que les générations passées avaient dû occuper des emplois du secteur primaire beaucoup plus exigeants sur le plan physique. Quelques personnes plus âgées jugeaient aussi que les jeunes n'étaient pas aussi disposés que les générations précédentes à épargner et à faire des sacrifices.

Dans l'ensemble, même si certaines participantes et certains participants plus jeunes avaient l'impression de se trouver personnellement dans une meilleure situation financière que celle de leurs parents à leur âge, on reconnaissait en général que l'inabondabilité du logement et la précarité de nombreux emplois faisaient en sorte qu'il était plus difficile pour les jeunes de réussir.

B. Préoccupations liées à l'inflation et au coût de la vie

Causes perçues de l'inflation

Presque toutes les participantes et tous les participants ont admis être directement touchés par la hausse du coût de la vie. Les coûts de l'épicerie et du logement ont été cités comme étant de plus en plus difficiles à assumer pour une majorité. Comme c'était le cas au cours des années précédentes, la plupart des gens estimaient que l'inflation actuelle repose sur de nombreux facteurs et qu'il s'agit d'un problème mondial. Ils en attribuaient le plus souvent la cause à la hausse abusive des prix et à la cupidité des entreprises, à certains problèmes des chaînes d'approvisionnement persistant depuis la pandémie et aux guerres qui sévissent en Ukraine et au Moyen-Orient. Quelques personnes ont aussi mentionné que les phénomènes météorologiques extrêmes avaient une incidence sur le prix de certains produits. Plusieurs étaient conscients que l'inflation est un phénomène touchant plusieurs autres pays et non typiquement canadien. Il convient de souligner qu'il y a eu beaucoup plus de discussions spontanées sur la cupidité des entreprises et la hausse abusive des prix comme causes de l'inflation que par le passé. Il est apparu clairement que de nombreuses personnes étaient au courant des actualités sur les profits élevés des chaînes d'alimentation. Certaines personnes avaient l'impression que les détaillants étaient nombreux, dans la foulée de la pandémie, à découvrir qu'ils pouvaient augmenter leurs prix sans perdre de clientèle, et qu'ils le faisaient maintenant régulièrement simplement pour accroître leurs profits.

Certaines participantes et certains participants ont mentionné que l'augmentation des salaires était l'une des sources de la hausse des prix. On a relevé que la main-d'œuvre était maintenant plus coûteuse, que les salaires minimums étaient plus élevés et que les employeurs devaient augmenter les salaires de plus en plus souvent afin de pourvoir des postes, ce qui vient s'ajouter aux frais généraux des entreprises, qui transmettent ensuite la facture aux consommateurs.

En général, les gens n'avaient pas tendance à considérer que le contexte de forte inflation actuel est directement causé par les politiques du gouvernement fédéral. Si, dans les vagues précédentes de l'étude, on a parfois évoqué l'idée selon laquelle l'inflation est attribuable aux dépenses excessives du gouvernement pendant et après la pandémie de COVID-19, cette impression n'a pas été relevée aussi souvent au cours de cette vague. Quelques personnes, en particulier dans les Prairies, ont mentionné les taxes, par exemple la taxe sur le carbone, comme autre cause de l'augmentation des prix des biens, mais ce facteur n'a été que rarement mentionné spontanément.

Pronostic relatif à l'inflation

Lorsqu'on leur a demandé si l'inflation avait fait son temps et si elle commencerait à ralentir, les participantes et les participants ont fourni des évaluations variées. Il convient de noter que plusieurs comprenaient mal la

différence entre le taux d'inflation et le niveau des prix. Certaines personnes croyaient qu'une diminution du taux d'inflation entraînerait une chute des prix, et non un ralentissement du rythme auquel ils augmentent. Tout le monde s'entendait pour dire que l'inflation n'était pas « terminée » et que les prix allaient probablement continuer d'augmenter, mais que cette augmentation pourrait se faire plus lentement. La plupart des gens ont fait preuve de beaucoup de cynisme envers les détaillants, en particulier les épiceries. On avait l'impression que même si les prix de gros diminuaient, les détaillants ne feraient qu'accroître leurs profits plutôt que de permettre aux consommateurs de réaliser des économies. L'essence, dont le prix tend à beaucoup fluctuer, était le seul exemple de baisse de prix qui a été relevé. En général, on s'attendait à ce que les prix élevés restent à ce niveau, et on espérait au mieux qu'ils n'augmentent plus aussi rapidement qu'ils l'ont fait immédiatement après la pandémie.

Il convient aussi de souligner que la discussion au sujet des prix ne se limitait plus seulement aux aliments et à l'essence, comme c'était le cas par le passé. De nombreuses personnes ont mentionné la hausse des loyers, des primes d'assurance et des tarifs de services publics comme exemples d'inflation et d'augmentation des prix, sans oublier la hausse des taux d'intérêt faisant augmenter les paiements hypothécaires. Même si on ne perdait pas espoir qu'une baisse des taux d'intérêt viendrait atténuer la pression sur les taux hypothécaires, on ne s'attendait pas à ce que les loyers reviennent à leur niveau d'il y a quelques années.

Changements dans la qualité et la quantité des biens

On a demandé aux participantes et aux participants s'ils avaient remarqué des changements dans la quantité ou la qualité des aliments qu'ils achètent, et en quoi il s'agissait aussi d'un signe d'inflation et de hausse abusive des prix. Ces phénomènes sont appelés respectivement « réduflation » et « déqualiflation ». Une majorité avait constaté la « réduflation », un terme qui était visiblement entré dans la langue courante. On a échangé des anecdotes sur l'achat de denrées sèches, comme les céréales, dont la boîte renfermait moins de produit et plus d'air. On a aussi constaté que bon nombre d'autres produits alimentaires étaient maintenant vendus dans des formats plus petits. Dans certains cas, ces changements étaient subtils, et le produit semblait vendu au même prix, mais l'emballage contenait maintenant 400 g plutôt que 500 g. On avait clairement l'impression qu'il s'agissait d'une pratique sournoise de la part des détaillants, qui tentaient manifestement de tromper les gens en les faisant payer le même prix pour une quantité moindre. Plusieurs personnes ont précisément mentionné les boîtes de Kraft Dinner maintenant beaucoup moins remplies.

On était toutefois moins au courant du phénomène de « déqualiflation ». Bien que quelques personnes aient remarqué que certains produits alimentaires contenaient de l'huile plutôt que du beurre, ou encore la baisse de qualité des fruits et légumes frais, ces exemples n'étaient pas aussi courants, et le terme « déqualiflation » était moins connu.

Le rôle du gouvernement fédéral

La plupart des participantes et des participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral ne pouvait pas faire grand-chose pour réduire le taux d'inflation, puisque celui-ci dépend de nombreux facteurs à l'extérieur du Canada. Par conséquent, on ne s'attendait pas vraiment à ce que le gouvernement puisse réellement rendre la vie plus abordable. Certaines personnes estimaient cependant que le gouvernement pourrait prendre des mesures pour atténuer l'incidence de l'inflation sur la population canadienne. On a le plus souvent suggéré de réduire les taxes et impôts, en particulier la taxe sur le carbone, qui était considérée comme un moyen de contrôler les coûts de l'essence et du chauffage. Comme de nombreuses personnes étaient de plus en plus persuadées que l'inflation est causée par les hausses abusives de prix et la recherche du profit par les

détaillants, on a suggéré que le gouvernement enquête sur ces pratiques dans les épiceries et qu'il mette potentiellement en place des mesures pour contrôler ou encadrer le prix des produits essentiels, comme les aliments et l'essence. Quelques personnes étaient aussi d'avis que la réduction des taux d'intérêt pourrait contribuer à atténuer les conséquences de l'inflation sur les gens. Comme la hausse du coût du logement était perçue comme une part importante de l'inflation, on a laissé entendre que le gouvernement devrait mettre en œuvre une politique de contrôle des loyers au niveau fédéral.

Pour certaines participantes et certains participants, la pandémie avait mis en lumière la vulnérabilité du Canada aux perturbations des chaînes d'approvisionnement, puisque le pays importe un grand nombre de produits essentiels. Selon eux, le gouvernement fédéral devrait en faire plus pour encourager la production et la fabrication nationales, de sorte que nous soyons moins vulnérables aux fluctuations des prix à l'échelle mondiale.

Lorsqu'on leur a demandé ce que le gouvernement fédéral pourrait faire de plus pour rendre la vie plus abordable pour les Canadiennes et les Canadiens, la plupart des gens ont été incapables de nommer des mesures précises. Certaines personnes ont formulé des idées comme les crédits d'impôt et l'augmentation du salaire minimum de façon à suivre le taux d'inflation. D'autres ont également suggéré de verser des prestations aux familles à faible revenu ou de mettre en œuvre un revenu de base universel. Quelques participantes et participants ont aussi mentionné des mesures telles que les services de garde des jeunes enfants abordables, ou encore l'élargissement de la couverture des soins de santé de façon à y inclure les soins dentaires ou les médicaments. En outre, compte tenu de la hausse des coûts de logement, certaines personnes ont suggéré la mise en place de mesures de contrôle des loyers à l'échelon fédéral.

On connaissait très peu les mesures prises par le gouvernement fédéral pour contrer l'inflation. Quelques participantes et participants ont relevé que de nombreux programmes d'aide offerts par le gouvernement s'adressent aux personnes à faible revenu, mais que les seuils utilisés pour définir un faible revenu sont désuets, faisant en sorte que de nombreuses personnes appartenant à la « classe moyenne » n'y sont pas admissibles.

Certaines personnes avaient l'impression que le gouvernement fédéral pourrait prendre certaines mesures pour atténuer les effets de l'inflation, comme réduire les taxes, en particulier la taxe de vente ou la taxe sur le carbone, réglementer le prix des produits essentiels comme les aliments et le chauffage, ou encore s'attaquer aux hausses de prix abusives. Puisque le coût élevé du logement représentait une source de préoccupation majeure pour un grand nombre de participantes et de participants, certaines personnes ont aussi suggéré des politiques à cet effet, comme un contrôle plus strict des loyers ou la réduction des taux d'intérêt.

C. Les taux d'intérêt

Responsabilité des taux d'intérêt et justification

La majorité des participantes et des participants comprenaient globalement que les taux d'intérêt sont fixés par la Banque du Canada. Certaines personnes, en particulier au Québec, supposaient toutefois que le gouvernement fédéral exerçait une certaine influence sur la Banque du Canada, en coulisse, et qu'elle avait aussi son mot à dire. Quelques personnes ne savaient pas très bien ce qu'est un taux préférentiel et ont parfois confondu taux d'intérêt et taux d'inflation.

La plupart des gens ne comprenaient que très peu, voire pas du tout, pourquoi on augmentait les taux d'intérêt. Certaines personnes étaient vaguement conscientes qu'une telle hausse avait été utilisée par le passé pour

ralentir l'inflation, mais bon nombre d'entre elles ignoraient comment cela fonctionnait en pratique. On comprenait souvent mal la façon dont des taux plus élevés, une mesure considérée comme entraînant l'augmentation des dépenses quotidiennes pour plusieurs, pourraient également réduire l'inflation et rendre la vie plus abordable. On doutait en général qu'une hausse des taux mène à une réduction de l'inflation, ou qu'à l'inverse, une réduction des taux entraîne une hausse des prix. On comprenait très mal comment le fait d'augmenter le prix de nombreux produits et services en haussant les taux d'intérêt finirait à long terme par entraîner une baisse des prix. Quelques personnes ont souligné que, même si des taux d'intérêt plus élevés pouvaient entraîner une légère baisse des prix de l'immobilier, les gens ne seraient pas plus avancés, puisque les paiements hypothécaires devront aussi augmenter.

Certaines personnes plus âgées se sont dites convaincues que la Banque du Canada est dirigée par des experts qui savent ce qu'ils font lorsqu'ils fixent les taux d'intérêt. D'autres se sont demandé comment des taux d'intérêt plus élevés au Canada pouvaient réduire l'inflation, puisque celle-ci est attribuable à des facteurs mondiaux, comme les guerres et la hausse du prix des produits de base, et se questionnaient sur la logique utilisée par la Banque du Canada.

Les répercussions des taux d'intérêt élevés

Les participantes et les participants ont été touchés différemment par la hausse des taux d'intérêt et ont raconté des expériences diverses. Certaines personnes n'en ont subi aucune conséquence, puisque leur maison était entièrement payée ou qu'ils n'avaient aucun autre prêt à intérêt. Les taux d'intérêt élevés, en revanche, préoccupaient beaucoup plus les candidates et candidats à la propriété, nombre d'entre eux reportant leur projet de s'acheter un logement pour cette raison, de même que les propriétaires devant renouveler leur prêt hypothécaire en 2024 ou en 2025, surtout ceux se trouvant au début de leur période d'amortissement et dont les versements comportent un montant important en intérêts. Quelques personnes ont aussi indiqué devoir payer des intérêts plus élevés sur les prêts contractés pour des projets de rénovation résidentielle.

D'autres participantes et participants ont affirmé être touchés par les taux d'intérêt élevés d'autres façons que pour l'achat ou le paiement d'un logement, par exemple en raison de prêts automobiles ou personnels, ou encore de cartes de crédit dont le taux d'intérêt était maintenant plus élevé. Plusieurs jeunes se sont aussi inquiétés que la hausse des taux d'intérêt influe sur leur prêt étudiant. Certaines personnes qui sont locataires craignaient que les propriétaires leur transmettent les coûts résultant de la hausse des taux en augmentant encore plus les loyers.

Il convient de noter également que certaines participantes et certains participants détenaient des entreprises, et devaient maintenant payer des intérêts plus élevés sur les prêts commerciaux qu'ils avaient dû contracter pour différents projets professionnels. Certaines personnes ont affirmé devoir réduire leurs dépenses discrétionnaires en raison des intérêts plus élevés qu'ils doivent maintenant payer sur leurs prêts automobile ou hypothécaire.

On a demandé aux participantes et participants laquelle, entre la hausse des taux d'intérêt et la hausse des prix, avait la plus grande incidence sur les finances de leur ménage. La vaste majorité était d'avis que la hausse des prix constituait une plus grande source de stress que les taux d'intérêt. On a avancé que tout le monde doit acheter de la nourriture et que les prix élevés nuisent à leur capacité de se procurer les biens essentiels. À l'inverse, pour la plupart des gens, la hausse des taux d'intérêt avait une incidence plus indirecte sur les finances, et était généralement perçue comme un problème futur, et non dans l'immédiat. Toutefois, pour certaines personnes qui avaient récemment renouvelé leur prêt hypothécaire ou qui devaient le faire sous peu,

la hausse des taux d'intérêt était une source plus importante de stress, puisque cela avait fait ou pouvait faire augmenter leurs versements mensuels de centaines de dollars.

Répercussions sur les renouvellements hypothécaires

L'un des groupes de discussion était composé précisément de résidentes et de résidents de la Colombie-Britannique dont le prêt hypothécaire devait être renouvelé au cours des deux prochaines années, mais plusieurs personnes au sein des autres groupes se trouvaient également dans la même situation. Le niveau d'inquiétude quant aux répercussions de la hausse des taux d'intérêt variait chez ces participantes et participants. Il convient de noter que, même dans le groupe entièrement composé de personnes devant renouveler leur prêt hypothécaire sous peu à un taux d'intérêt plus élevé, quelques participantes et participants étaient tout de même d'avis que la hausse des prix mettait davantage de pression sur les finances de leur ménage. Certaines personnes arrivaient à la fin de leur période d'amortissement, et les intérêts comptaient donc pour une part relativement faible de leurs versements hypothécaires. D'autres avaient acheté leur logement il y a longtemps, à une époque où les prix étaient beaucoup plus bas; le montant dû au titre du prêt hypothécaire était donc beaucoup plus faible. Un sous-ensemble de participantes et de participants avait acheté leur logement récemment à un prix élevé et à un taux qui était initialement bas, mais ces gens devront renouveler leur prêt dans les prochaines années à un taux beaucoup plus élevé. Ces personnes étaient assez inquiètes de l'augmentation à venir de leurs versements et ont mentionné devoir réduire leurs dépenses discrétionnaires pour arriver à joindre les deux bouts.

Les membres du groupe de personnes devant renouveler leur prêt hypothécaire au cours des deux prochaines années se sont fait questionner sur la charte hypothécaire du gouvernement. Personne n'avait entendu parler de cette nouvelle mesure et de la façon dont celle-ci pourrait les aider.

D. Le soutien à la classe moyenne et les pensions

Définition de la classe moyenne

Les définitions de la classe moyenne étaient variées; elles reposaient parfois sur des critères objectifs, comme le revenu et les actifs du ménage, parfois sur la façon dont les gens choisissaient de se désigner. Les participantes et les participants devaient indiquer s'ils considéraient appartenir à la classe moyenne. La grande majorité a répondu par l'affirmative, mais de nombreuses personnes ont fait remarquer qu'il s'agissait d'une très vaste catégorie pouvant aisément être subdivisée en classe moyenne inférieure, intermédiaire et supérieure. Dans tous les groupes, on s'entendait pour dire qu'il pouvait y avoir un grand écart entre le niveau de vie de la classe moyenne inférieure et celui de la classe moyenne supérieure.

Certaines personnes étaient d'avis qu'appartenir à la classe moyenne signifiait simplement être capable de subvenir à ses besoins fondamentaux, comme se loger, se nourrir et payer les factures, sans avoir besoin de recourir à une banque alimentaire. En d'autres mots, il s'agissait de « subsistance ». On définissait plutôt la classe moyenne en fonction de ce qu'elle n'est pas plutôt que de ce qu'elle est; ainsi, cela signifiait souvent de ne pas être démuné ou sans-abri, mais aussi de ne pas être un ploutocrate extrêmement riche. D'autres avaient une définition plus restreinte de la classe moyenne, et considéraient que ses membres devaient être « à l'aise » financièrement, et avoir suffisamment d'argent pour être en mesure d'épargner en vue de s'offrir des voyages ou d'autres petits luxes de la vie.

L'idée selon laquelle il fallait être propriétaire pour appartenir à la classe moyenne au Canada a été en grande partie rejetée. De nombreuses personnes ont évoqué qu'il y avait peut-être par le passé une image stéréotypée de familles de la classe moyenne habitant une maison unifamiliale en banlieue, mais que ce n'était plus le cas. Bon nombre de personnes considérées aujourd'hui comme appartenant à la classe moyenne pourraient ne jamais être en mesure de devenir propriétaires. Alors que l'accession à la propriété est de moins en moins à la portée des jeunes, la définition de la classe moyenne est moins liée aux actifs et est devenue davantage une question de simplement être en mesure de joindre les deux bouts. Bien que la quasi-totalité des participantes et des participants ait dit appartenir à la classe moyenne, certaines personnes ne savaient plus très bien ce que cela voulait dire, puisque l'écart entre les riches et les pauvres continue de se creuser.

Mesures du gouvernement pour aider la classe moyenne

Relativement peu de participantes et de participants avaient entendu parler de mesures prises actuellement par le gouvernement fédéral pour aider la classe moyenne. Quelques personnes ont parlé des paiements de l'incitatif à agir pour le climat, et d'autres ont mentionné le programme de services de garde d'enfants à 10 \$ par jour ou le compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP) comme exemples de mesures du gouvernement fédérales qui pourraient aider au moins une partie de la population considérée comme appartenant à la classe moyenne. On a toutefois manifesté un certain scepticisme quant à savoir si de telles places de garderie subventionnées s'étaient vraiment concrétisées. Certaines personnes étaient aussi d'avis que de nombreux programmes gouvernementaux dépendent du revenu, et que bon nombre de Canadiennes et de Canadiens de la classe moyenne ne sont pas suffisamment pauvres pour y être admissibles.

Lorsqu'on leur a demandé ce que le gouvernement fédéral pourrait faire pour aider la classe moyenne, les participantes et les participants ont formulé une grande variété de suggestions, comme réduire l'impôt sur le revenu ou la taxe sur le carbone, augmenter le plafond de cotisation au REER ou au CELI et investir dans l'éducation supérieure pour permettre à plus de gens d'acquérir de nouvelles compétences. On était fortement favorable à l'augmentation des impôts des sociétés et des plus fortunés. Certaines personnes ont avancé que la réduction des taux d'intérêt pourrait aider la classe moyenne. D'autres ont aussi suggéré de réglementer les loyers et d'accroître l'admissibilité à l'assurance médicaments et aux soins dentaires gratuits. L'idée d'instaurer un revenu de base universel est aussi revenue à de nombreuses reprises comme moyen de soutenir les membres de la classe moyenne inférieure.

Préoccupations liées aux pensions et à la retraite

On a demandé aux participantes et aux participants s'ils s'inquiétaient de ne pas être en mesure d'épargner suffisamment pour la retraite. Les réponses fournies dépendaient beaucoup de l'âge. En effet, de nombreuses participantes et de nombreux participants plus âgés étaient déjà à la retraite, et avaient différentes préoccupations quant à leur capacité à subvenir à leurs besoins. Certaines personnes étaient propriétaires de leur logement, détenaient un régime de retraite et vivaient très bien, même si elles avaient dû s'adapter au fait d'avoir moins d'argent que lorsqu'elles se trouvaient sur le marché du travail. D'autres ont admis devoir continuer de travailler, du moins à temps partiel, puisque le Régime de pensions du Canada (RPC) ne suffisait pas. Dans les groupes des Prairies, certaines personnes plus âgées se demandaient si le RPC allait être maintenu dans l'avenir. Cette crainte était peut-être liée aux discussions tenues en Alberta sur l'éventuel retrait de la province du RPC.

Il convient de souligner que de nombreuses participantes et de nombreux participants d'âge moyen ont mentionné être déjà touchés par les questions de retraite et de pensions, puisqu'ils devaient aider financièrement des parents âgés qui n'avaient pas épargné suffisamment pour leur retraite. Les plus jeunes se demandaient s'ils arriveraient un jour à économiser suffisamment pour leur retraite lorsqu'ils ont été questionnés à ce sujet, mais dans l'immédiat, ils étaient souvent trop préoccupés par leurs difficultés financières et leur capacité à joindre les deux bouts pour s'inquiéter de leur avenir lointain. Certains jeunes occupant un meilleur emploi ont mentionné avoir commencé à cotiser à un REER.

Lorsqu'on leur a demandé ce que le gouvernement fédéral pourrait faire pour aider la population à épargner en vue de la retraite, les gens ont fourni des réponses variées, comme augmenter les prestations du RPC, augmenter le plafond de cotisation au REER et s'assurer que les régimes de retraite sont mieux protégés lorsque les employeurs font faillite. Quelques personnes ont aussi mentionné simplement de réduire les taxes et impôts pour que les gens aient plus d'argent à épargner en vue de leur retraite.

E. Le logement

Principales préoccupations

L'abordabilité des logements était une importante source d'inquiétude, en particulier en Ontario et en Colombie-Britannique, où le prix du logement est très élevé depuis longtemps, mais aussi dans le Canada Atlantique, où les loyers et la valeur des propriétés ont augmenté considérablement au cours des dernières années. Cet enjeu a été mentionné spontanément un peu moins souvent dans les Prairies et au Québec. En fait, certaines participantes et certains participants des Prairies avaient même vu la valeur de certaines propriétés baisser dans leur communauté.

Les préoccupations précises qui ont été relevées en matière de logement concernaient la capacité à payer son loyer, le prix exorbitant des logements rendant hors de portée l'accès à une première propriété et les répercussions de la hausse des taux d'intérêt sur les paiements hypothécaires après un renouvellement de prêt. Bon nombre de participantes et de participants plus jeunes avaient peu d'espoir d'arriver un jour à s'acheter un logement, certains disant même craindre de devoir vivre chez leurs parents indéfiniment. Les personnes plus âgées qui étaient propriétaires, quant à elles, étaient nombreuses à se dire préoccupées par le fait que la nouvelle génération ne puisse accéder à la propriété. Dans certains cas, ces préoccupations concernaient leurs propres enfants d'âge adulte, alors que d'autres s'inquiétaient de la jeune génération en général. Les propriétaires plus âgés tendaient à s'inquiéter davantage de leur capacité à payer les réparations domiciliaires requises, ou encore de pouvoir se payer un logement plus petit dans l'avenir. Certaines personnes s'inquiétaient aussi de la hausse des taxes foncières.

Les préoccupations précises relevées en matière de logement variaient beaucoup entre les propriétaires et les locataires. En effet, les propriétaires avaient tendance à s'inquiéter davantage de la hausse des taux d'intérêt le temps venu de renouveler leur prêt hypothécaire et de leur capacité à continuer de couvrir les frais de réparations majeures et d'entretien. Certaines personnes se demandaient aussi où elles pourraient vivre à leur retraite, ou ont indiqué être coincées dans une maison devenue trop petite pour leurs besoins, sans avoir les moyens de déménager. Les locataires, quant à eux, s'inquiétaient davantage de leur loyer actuel, de la possibilité d'être victimes de « rénovictions » et de leur incapacité d'accéder à la propriété. Selon leurs commentaires, ils avaient l'impression d'être constamment abattus par la hausse des taux d'intérêt et du prix du logement. Les locataires étaient aussi préoccupés par le coût des loyers en général et l'absence de plafond ou de mesures de contrôle, et craignaient de perdre leur logement avant d'être en mesure d'acheter un logement.

Plusieurs étaient d'avis que de nombreuses personnes se trouvent en difficulté en matière de logement. On avait l'impression qu'il y avait un système à deux niveaux entre les propriétaires et les locataires, et ces derniers se sentaient impuissants. Certaines personnes ont aussi mentionné précisément le trop grand nombre d'étudiants étrangers ou d'immigrants en général qui se faisaient concurrence pour obtenir des logements abordables, déjà limités, ce qui faisait augmenter les prix encore davantage.

On était en général d'avis que les gens se sentaient « coincés » à l'endroit où ils habitaient en raison de la crise du logement. Plusieurs personnes ont mentionné ne plus avoir la possibilité de déménager dans une autre ville, ou encore de passer à une maison plus grande ou plus petite, parce qu'elles risquaient de perdre leur domicile actuellement abordable sans pouvoir se permettre une autre habitation.

Mesures du gouvernement en matière de logement

La plupart des gens ne connaissaient aucune des mesures mises en place par le gouvernement fédéral pour faciliter l'accès au logement. Certaines personnes avaient entendu parler du compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété, mais plusieurs ont fait remarquer que bon nombre de Canadiennes et de Canadiens ne sont pas en mesure d'épargner à l'heure actuelle, et que le plafond de 40 000 \$ ne constitue pas une mise de fonds suffisante pour l'achat d'une propriété compte tenu du coût de l'immobilier et des paiements minimaux requis. On avait aussi entendu parler des négociations avec certaines municipalités concernant le Fonds pour accélérer la construction de logements ou de l'interdiction d'achat d'immeubles résidentiels par des non-Canadiennes et des non-Canadiens. Quelques personnes étaient au courant des nouvelles limites sur le nombre d'étudiants étrangers, et avaient espoir que cela permettrait de réduire les pressions exercées sur le marché du logement. Au Québec, surtout, on a mentionné spontanément le rôle de l'immigration dans la pénurie de logements.

Certaines personnes ont avancé que le gouvernement fédéral pourrait construire plus de logements abordables, offrir des incitatifs aux constructeurs d'habitations, augmenter le plafond de cotisation au CELIAPP et régler les loyers. Quelques personnes ont jugé nécessaire de créer davantage de coopératives d'habitation et de logements sociaux dont le loyer est déterminé en fonction du revenu. On a aussi mentionné que la crise du logement qui sévit au Canada est avant tout causée par la spéculation immobilière des investisseurs mondiaux, qui fait augmenter les prix. Les gens se demandaient si le gouvernement fédéral pouvait faire quoi que ce soit pour y remédier.

Réactions aux initiatives du gouvernement en matière de logement

On a présenté aux participantes et aux participants une série de mesures que le gouvernement fédéral avait récemment mises en place pour s'attaquer aux problèmes de logement. Les voici :

- a) *Conclusion de plus de 25 ententes avec des villes partout au pays dans le cadre du Fonds pour accélérer la construction de logements, afin de réduire les formalités administratives et d'accélérer la construction de nouvelles habitations*
- b) *Création du compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété visant à aider les Canadiennes et les Canadiens à épargner en vue de se constituer une mise de fonds*
- c) *Élimination de la TPS sur la construction de nouveaux logements locatifs*

- d) *Prise de mesures sévères encadrant les locations à court terme non conformes (p. ex., Airbnb) pour que les logements puissent servir de résidence aux Canadiennes et aux Canadiens*
- e) *Interdiction de l'achat d'immeubles résidentiels par des non-Canadiennes et des non-Canadiens*

Ces mesures ont suscité des réactions largement favorables, quoique la majorité d'entre elles étaient inconnues d'un grand nombre de personnes. On était d'avis que les politiques dans leur ensemble constituaient de bons efforts initiaux, mais certaines participantes et certains participants avaient l'impression qu'elles ne leur bénéficieraient pas directement ou doutaient de l'effet escompté à court et à moyen terme sur le logement. Certains propriétaires ont relevé que de telles mesures pourraient aider les personnes qui paient actuellement un loyer ou qui tentent de s'acheter un premier logement, mais qu'elles n'auraient aucun effet sur les gens qui sont déjà propriétaires.

Les gens avaient vaguement entendu parler des ententes entre le gouvernement fédéral et certaines villes concernant le logement. La plupart ne comprenaient pas ce que l'on entendait par « fonds d'accélération ». Comme mentionné plus tôt, les participantes et les participants avaient une certaine connaissance du CELIAPP, et ce programme était considéré comme un pas dans la bonne direction, quoique d'envergure trop petite pour changer les choses. L'élimination de la TPS sur la construction de nouveaux logements locatifs était aussi considérée comme une mesure efficace, bien qu'elle soit plus susceptible de profiter aux constructeurs qu'aux personnes à la recherche d'un logement abordable. La prise de mesures sévères encadrant les locations à court terme non conformes a surtout trouvé écho dans les régions où le rôle d'Airbnb dans le problème de logement a suscité beaucoup de controverse et a retenu l'attention des médias, comme à Toronto, à Montréal, à Vancouver et dans certaines régions du Canada Atlantique. Dans d'autres régions où il ne s'agissait pas d'un enjeu, les gens ont plutôt examiné cette mesure du point de vue d'utilisateurs d'Airbnb lorsqu'ils voyagent.

L'idée d'empêcher les non-Canadiennes et les non-Canadiens d'acquérir des propriétés résidentielles était très populaire, bien que certaines participantes et certains participants se soient demandé de quelle façon exactement une telle mesure serait mise en place et si elle s'appliquerait aussi aux résidents permanents. On avait l'impression que la crise du logement était avant tout causée par les nombreux investisseurs étrangers qui accaparent les propriétés.

F. Les priorités budgétaires

Priorités budgétaires souhaitées

On a dit aux participantes et aux participants que le gouvernement fédéral annoncerait bientôt son budget, en leur demandant ce qu'ils aimeraient le plus voir privilégier. Les réponses étaient surtout axées sur le coût de la vie, le logement, les soins de santé, ainsi que l'éducation supérieure et la formation professionnelle. Voici une liste des priorités mentionnées :

- Réglementation ou plafonnement des prix des aliments de base
- Réglementation des loyers
- Mesures pour sévir contre les hausses abusives de prix, en particulier dans le secteur de l'alimentation
- Mise en place d'un revenu de base universel

- Prêts sans intérêt aux étudiants et réduction des droits de scolarité
- Plus de formation dans les métiers spécialisés
- Réduction des taxes et impôt, dont l'élimination de la taxe sur le carbone
- Baisse des taux d'intérêt
- Santé mentale
- Soins de santé en général
- Soins dentaires
- Formation de plus de personnel de la santé
- Réduction des dépenses consacrées à l'aide à l'étranger
- Création d'un plus grand nombre de refuges pour personnes en situation d'itinérance et de projets de logement abordable
- Incitatifs pour la construction de logements
- Soins de longue durée pour personnes âgées

Une faible minorité a avancé que le gouvernement devrait avant tout diminuer ses dépenses et réduire la dette publique. Les soins de santé ont été relevés spontanément par certaines personnes au Québec, tandis qu'en Colombie-Britannique, on a mentionné précisément qu'il faut accorder la priorité à la santé mentale. Autrement, cet enjeu n'a été cité qu'à quelques reprises, contrairement à ce qui avait été observé lors des études prébudgétaires précédentes.

Les enjeux environnementaux et les changements climatiques n'ont que rarement, voire jamais, été mentionnés spontanément comme étant des priorités. De nombreuses personnes ont réagi négativement à l'idée de privilégier les « infrastructures vertes » dans le budget, affirmant que l'environnement devenait moins prioritaire lorsque la population peine à joindre les deux bouts. Certaines mesures précises, comme l'investissement dans le transport en commun et l'efficacité énergétique des maisons, étaient plus populaires lorsque présentées seules plutôt que dans le cadre d'une « infrastructure verte ».

Réaction aux mesures budgétaires potentielles

On a présenté aux participantes et aux participants une liste d'autres mesures qui pourraient être privilégiées dans le budget :

- Aider les Canadiennes et les Canadiens à faire ou à refaire une formation pour s'adapter à de nouvelles perspectives d'emploi dans le but de remédier aux pénuries de main-d'œuvre (p. ex., des emplois dans les soins de santé, les métiers spécialisés ainsi que l'apprentissage et la garde des jeunes enfants)*
- Investir dans l'infrastructure verte (p. ex., transport en commun, amélioration énergétique, véhicules électriques, etc.)*
- Veiller à ce que les membres du 1 % le plus riche et les sociétés les plus fortunées paient leur juste part*

- d) Aider la jeune génération à trouver de bons emplois en leur donnant accès à des études abordables, à des programmes d'apprentissage, à des programmes d'études coopératifs et à des stages*
- e) Aider les provinces et les territoires à améliorer leurs services de santé*

La majorité de ces mesures potentielles ont suscité des réactions plutôt positives. La plupart des participantes et des participants étaient favorables à l'idée d'aider les gens à refaire une formation pour leur permettre de saisir de nouvelles occasions, en particulier lorsque cette initiative était décrite comme moyen de remédier à la pénurie de main-d'œuvre dans des secteurs clés. Le fait d'aider les jeunes à trouver de bons emplois en leur donnant accès à des programmes d'apprentissage, à des stages et à des programmes d'études coopératifs a aussi beaucoup plu, et ce, dans tous les groupes d'âge.

La plupart des participantes et des participants ont aimé l'idée de veiller à ce que les membres du 1 % le plus riche et les sociétés les plus fortunées paient leur juste part, une mesure qui cadrerait avec les préoccupations soulevées plus tôt concernant le fossé qui continue de se creuser entre les riches et le reste de la population ainsi que les hausses abusives de prix.

Comme mentionné précédemment, les investissements dans l'infrastructure verte ont suscité peu d'enthousiasme. On était d'avis que l'environnement était moins prioritaire alors que tant de personnes éprouvent de la difficulté à subvenir à leurs besoins de base, comme se nourrir et se loger. Certaines personnes avaient l'impression que l'« infrastructure verte » était en train de devenir un cliché. De nombreuses participantes et de nombreux participants étaient favorables à l'idée que l'on privilégie le transport en commun et l'amélioration énergétique comme mesures indépendantes. Certaines personnes se sont montrées sceptiques quant aux investissements dans les véhicules électriques, ayant l'impression qu'on leur avait accordé trop d'importance et qu'il restait encore beaucoup de difficultés à surmonter pour convaincre la population de les adopter.

Le fait d'aider les provinces et les territoires à améliorer leurs services de santé était perçu comme une priorité évidente, mais les gens souhaitaient que l'on précise en quoi consisterait cette aide exactement; certaines personnes ont aussi soulevé la nécessité d'investir dans la santé mentale et les soins de longue durée.

Annexe A : Méthodologie

Environics Research a mené, en janvier 2024, une série de 10 séances virtuelles de discussion en groupe dans le but d'évaluer les opinions des Canadiennes et des Canadiens quant à l'état actuel de l'économie, en s'attardant plus particulièrement sur les attitudes à l'égard d'enjeux tels que le coût de la vie, les taux d'intérêt, les pensions et le logement, ainsi que les priorités du gouvernement fédéral à l'approche du budget de 2024.

Composition des groupes

Environics Research a mené, en janvier 2024, une série de 10 séances virtuelles de discussion en groupe visant à évaluer les opinions des Canadiennes et des Canadiens quant à l'état actuel de l'économie. Les discussions se sont déroulées sur la plateforme Zoom, et deux séances ont été organisées dans chacune des régions suivantes :

en Ontario (le 24 janvier), dans le Canada atlantique (le 25 janvier), en Colombie-Britannique (le 27 janvier), dans les Prairies (le 29 janvier) et au Québec (le 30 janvier). Les deux séances du Québec ont été menées en français, et les huit autres, en anglais. Les groupes ont été formés en fonction de l'âge (les 18 à 34 ans, les 34 à 55 ans et les 55 ans et plus) ou par situation du logement (les candidats à la propriété et les propriétaires qui doivent renouveler leur prêt hypothécaire sous peu).

Emplacement (langue des séances)	Date	Heure
Ontario (anglais)	Mercredi 24 janvier	17 h HNE – groupe 1 – candidats à la propriété 19 h HNE – groupe 2 – 18 à 34 ans
Provinces de l'Atlantique [T.-N.-L., N.-É., N.-B. et Î.-P.-É.] (anglais)	Jeudi 25 janvier	16 h HNE (17 h HNA) – groupe 3 – 55 ans et plus 18 h HNE (19 h HNA) – groupe 4 – 18 à 54 ans considérant appartenir à la classe moyenne
C.-B./territoires (anglais)	Samedi 27 janvier	13 h HNE (10 h HNP) – groupe 5 – 18 à 34 ans 21 h HNE (18 h HNP) – groupe 6 – propriétaires devant renouveler leur prêt hypothécaire au cours des deux prochaines années
Provinces des Prairies [Manitoba, Saskatchewan et Alberta] (anglais)	Lundi 29 janvier	18 h HNE (17 h HNC/16 h HNR) – groupe 7 – 35 à 54 ans 20 h HNE (19 h HNC/18 h HNR) – groupe 8 – 55 ans et plus
Québec (français)	Mardi 30 janvier	17 h HNE – groupe 9 – candidats à la propriété 19 h HNE – groupe 10 – 35 à 54 ans

Les 74 participantes et participants étaient tous âgés de 18 ans et plus et appartenaient à différents groupes d'âge, niveaux de scolarité et milieux. Les séances de discussion, de 90 minutes environ, regroupaient de six à huit personnes (sur les huit personnes recrutées pour chacun des groupes). Toutes et tous se sont vu offrir une somme de 100 \$ pour les inciter à prendre part à la discussion et les remercier de leur présence.

Recrutement

Environics a mis au point un questionnaire de recrutement, puis l'a transmis au ministère des Finances Canada à des fins de vérification avant de le déployer. Le recrutement a été effectué par le partenaire d'Environics, Trend Research, une entreprise de recrutement d'études qualitatives bien établie et parmi les plus respectées au pays. Toutes les activités de recrutement ont été menées au téléphone et par courriel par l'équipe professionnelle de recruteurs qualifiés et expérimentés de Trend. Trend gère un panel de participants potentiels à des études qualitatives partout au Canada. Le panel est composé de personnes qui ont pris part à des sondages quantitatifs et qui ont accepté que l'on communique de nouveau avec elles pour prendre part à des études qualitatives rémunérées, ainsi que de personnes recrutées au moyen de publicités sur les médias sociaux. Les participantes et les participants ont été joints aléatoirement par téléphone ou par courriel, puis ont fait l'objet d'une sélection afin de s'assurer qu'ils étaient invités à la séance pertinente. Ils ont également été sélectionnés de façon à assurer un mélange de genres, de niveaux de scolarité et d'âges au sein des groupes, mais aussi en tenant compte de leur aisance à exprimer librement leur opinion devant d'autres personnes. Les critères d'exclusion standards ont été appliqués (emploi dans le domaine des études de marché, des médias et

de l'emploi ou pour le gouvernement fédéral, et participation récente à une séance de discussion en groupe). Toutes et tous se sont vu offrir une somme de 100 \$ pour les inciter à prendre part à la discussion et les remercier de leur présence.

Toutes les séances ont été enregistrées sur bandes audio et vidéo pour pouvoir être utilisées par l'équipe de recherche lors de l'analyse subséquente; les participantes et les participants devaient consentir à un tel enregistrement durant le processus de recrutement et au moment de se présenter à la séance. On les assurait cependant que leurs renseignements personnels et la confidentialité de leurs réponses seraient préservés.

Animation

Deux chercheuses et chercheurs d'expérience ont animé les diverses séances :

- Derek Leebosh, vice-président d'Environics, a animé toutes les séances en anglais.
- France Mercier, associée principale, a animé les deux séances en français.

L'intégralité de la phase qualitative a été menée conformément aux normes professionnelles et aux lois fédérales applicables (p. ex., la LPRPDE).

Limites

L'étude qualitative jette un regard sur la diversité des opinions présentes au sein d'une population, plutôt que sur la pondération de ces opinions, ce que mesurerait une étude quantitative. Les résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

Annexe B : Guide de discussion

25 janvier 2024

Environics Research
Séances de discussion prébudgétaires sur l'économie canadienne
Finances Canada – Guide de discussion

1. Présentation de la procédure (10 minutes)

Bonjour à toutes et à tous, je m'appelle [NOM] et je travaille pour Environics Research, une société de recherche sur l'opinion publique. Bienvenue à cette séance de discussion en ligne. C'est moi qui l'animerai. Elle s'inscrit dans une série de séances de discussion en ligne que nous menons auprès de personnes d'un bout à l'autre du pays pour le compte du gouvernement du Canada. La séance durera au plus 90 minutes.

Nous souhaitons connaître votre opinion; n'hésitez donc pas à exprimer votre accord ou votre désaccord avec les autres participantes et participants. Sachez également que notre discussion est enregistrée pour m'aider à rédiger mon rapport. Cet enregistrement ne sera utilisé qu'à l'interne pour analyser la recherche et ne sera transmis à aucun tiers. ANIMATRICE OU ANIMATEUR, LANCER L'ENREGISTREMENT À PARTIR DE L'APPLICATION ZOOM.

De plus, quelques observateurs de l'équipe de recherche et du gouvernement du Canada assisteront à la séance et prendront des notes, en sourdine. Permettez-moi de vous rappeler que tout ce que vous direz ici demeurera confidentiel et anonyme et qu'aucun de vos commentaires ne sera associé à votre nom, et ce, dans tous les rapports produits dans le cadre de ce projet.

Nous échangerons principalement par vidéo, mais je partagerai également mon écran avec vous pour vous montrer certaines choses. Nous utiliserons aussi la fonction de clavardage (« Chat ») de temps à autre, lorsque je vous demanderai de réagir par écrit. Je vais taper « Allô » dans la fenêtre de clavardage; pouvez-vous tous le voir? Veuillez répondre « Allô » à « Tout le monde » (« Everyone ») afin que l'on puisse s'assurer que tout fonctionne correctement pour toutes les participantes et tous les participants.

Si vous avez l'impression de ne pas avoir eu l'occasion de vous exprimer au cours de la séance, n'hésitez pas à ajouter vos commentaires par écrit à l'aide de la fonction de clavardage. Faites part de vos commentaires à tout le monde, à moins que vous ne sentiez le besoin de m'envoyer un message privé.

Avant de commencer, j'aimerais également dire que si vous croyez qu'il peut y avoir beaucoup de bruit de votre côté (p. ex., des enfants, un chien qui aboie, etc.), veuillez cliquer sur le bouton « Sourdine » (« Mute »). Réactivez le son lorsque vous désirez dire quelque chose. Vous recevrez la rémunération en argent promise par virement électronique dans les deux prochaines semaines.

Faisons un tour de table virtuel pour que chaque personne se présente. Dites-nous votre prénom et parlez-nous un peu de vous en nous indiquant, par exemple, d'où vous appeler, le

type d'emploi que vous occupez ou les études que vous faites, ainsi que la composition de votre ménage (famille, animaux de compagnie, etc.).

2. L'économie canadienne (15 minutes)

Nous parlerons d'enjeux économiques et de l'état de l'économie canadienne, ainsi que de leur incidence sur vous et votre ménage. Je vais saisir une question dans la fenêtre de clavardage : « Quel mot utiliseriez-vous pour décrire l'état actuel de l'économie canadienne? » En d'autres termes, si une personne d'un autre pays vous demandait comment se porte actuellement l'économie du Canada, que lui répondriez-vous?

Pourquoi avez-vous choisi tel mot, et quels sont les enjeux économiques précis qui vous préoccupent le plus pour ce qui est de la façon dont ils vous touchent personnellement?

EXPLORER SI PAS MENTIONNÉ : L'abordabilité et le coût de la vie? Le coût du logement? Les taux d'intérêt? Le chômage?

À votre avis, comment l'économie canadienne se portera-t-elle dans la prochaine année? Croyez-vous qu'elle va s'améliorer, se détériorer ou rester dans le même état? Pourquoi?

Comment saurez-vous si l'économie s'améliore ou se détériore? Quels sont les signes qui vous donneraient confiance dans l'économie?

EXPLORER SI PAS MENTIONNÉ : S'agirait-il de statistiques comme le taux de croissance du PIB, le taux de chômage ou le taux d'inflation, ou de ce que vous voyez dans les médias? Ou ces signes seraient-ils plutôt fondés sur ce que vous vivez personnellement, par exemple, le coût du loyer ou du logement, le prix de l'essence, le coût de l'épicerie, ou encore l'embauche ou la mise à pied de personnes que vous connaissez?

Et vous, personnellement? Croyez-vous que votre situation financière va s'améliorer, se détériorer ou rester la même au cours de la prochaine année? Pourquoi?

D'après vous, de nos jours, est-il plus difficile ou plus facile pour les personnes de votre âge d'avancer dans la vie que ce l'était pour les générations antérieures (p. ex., vos parents)?

3. L'inflation et le coût de la vie (15 minutes)

Nous avons parlé plus tôt de la hausse des prix, que nous appelons « inflation ». À votre avis, qu'est-ce qui a entraîné cette hausse des prix au cours des dernières années?

EXPLORER SI PAS MENTIONNÉ : Les effets résiduels de la pandémie (chaînes d'approvisionnement, plus d'argent dans l'économie)? Des facteurs mondiaux (p. ex., l'agitation mondiale)? Les dépenses gouvernementales? La cupidité des entreprises, la hausse abusive des prix et la recherche du profit par les détaillants et les grandes entreprises?

À votre avis, est-ce que les prix augmentent encore au même rythme aujourd'hui qu'ils le faisaient il y a un an, ou commencent-ils à se stabiliser?

Avez-vous remarqué des changements dans la qualité (« déqualiflation ») ou dans la quantité (« réduflation ») des produits que vous achetez?

Quel rôle le gouvernement fédéral joue-t-il dans la hausse des prix? Peut-il faire quelque chose pour maîtriser l'inflation? Si oui, quoi?

4. Les taux d'intérêt (10 minutes)

Comme vous le savez, les taux d'intérêt ont augmenté au cours des deux dernières années. Quelles répercussions cela a-t-il eues pour vous, s'il y a lieu?

Entre les taux d'intérêt et l'inflation, lequel de ces deux facteurs représente une plus grande source de stress relativement au budget de votre ménage? **RÉPONSE À MAIN LEVÉE**

D'après vous, à qui incombe la responsabilité de fixer les taux d'intérêt au Canada?

EXPLORER : Est-ce que cela relève uniquement de la Banque du Canada, ou le gouvernement joue-t-il aussi un rôle à cet égard?

Croyez-vous que des taux d'intérêt plus élevés contribuent à réduire l'inflation? Selon certaines personnes, une réduction des taux d'intérêt par la Banque du Canada pourrait à l'heure actuelle entraîner une nouvelle hausse de l'inflation. Qu'en pensez-vous?

NE PAS POSER CETTE QUESTION AUX GROUPE 1 ET 9 : Est-ce que l'une ou l'un d'entre vous détient un prêt hypothécaire qui devra bientôt être renouvelé à un taux plus élevé? Si c'est le cas, quelles répercussions cela aura-t-il pour vous?

GROUPE 6 SEULEMENT : Le gouvernement fédéral a récemment instauré une nouvelle « charte hypothécaire », qui s'appuie sur l'orientation et les attentes actuelles du gouvernement quant à la façon dont les institutions financières doivent collaborer avec la population canadienne. La charte offrira un allègement hypothécaire sur mesure et veillera à ce que les paiements soient raisonnables pour les emprunteuses et les emprunteurs. En aviez-vous déjà entendu parler?

Croyez-vous que cette charte peut réellement changer les choses, pour vous ou pour les personnes qui pourraient être touchées par la hausse des taux d'intérêt?

5. Les enjeux touchant la classe moyenne (10 minutes)

Qui d'entre vous considère faire partie de la classe moyenne? **[RÉPONSE À MAIN LEVÉE]**

Qu'est-ce que cela signifie de faire partie de la classe moyenne au Canada?

Pouvez-vous me nommer des mesures annoncées par le gouvernement fédéral pour aider la classe moyenne?

Qu'est-ce que le gouvernement pourrait faire de plus pour que la classe moyenne soit davantage à la portée des Canadiennes et des Canadiens?

6. Les pensions (5 minutes) – GROUPES 3, 6 ET 8 SEULEMENT

Qu'en est-il des pensions et des revenus de retraite au Canada? Dans quelle mesure l'épargne en vue de votre retraite vous préoccupe-t-elle?

Que savez-vous du Régime de pensions du Canada?

Avez-vous des inquiétudes quant à son avenir?

À votre avis, le gouvernement fédéral pourrait-il faire autre chose pour aider les Canadiennes et les Canadiens à épargner en vue de leur retraite?

7. Le logement (15 minutes)

Parlons plus précisément du logement. Veuillez indiquer dans la fenêtre de clavardage (« CHAT ») si vous êtes locataire ou propriétaire, et répondre à la question suivante : « Quelle est votre plus grande préoccupation en matière de logement, précisément? » **REMARQUE : LES GROUPES 1, 6 ET 9 N'ONT PAS BESOIN D'INDIQUER S'ILS SONT PROPRIÉTAIRES OU LOCATAIRES**

Veuillez décrire pourquoi cela constitue votre plus grande préoccupation à ce sujet.

Avez-vous entendu parler de mesures prises par le gouvernement du Canada pour tenter de régler les problèmes d'accessibilité et d'abordabilité du logement? **SI OUI** : Qu'avez-vous entendu à ce sujet?

EXPLORER : Avez-vous entendu parler des mesures prises par le gouvernement fédéral pour rendre le logement plus abordable, par exemple : **PARTAGER L'ÉCRAN**

- a. Conclusion de plus de 25 ententes avec des villes de partout au pays dans le cadre du Fonds pour accélérer la construction de logements, afin de réduire les formalités administratives et de construire plus de logements, plus rapidement;
- b. Création du compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété visant à aider les Canadiennes et les Canadiens à épargner en vue de se constituer une mise de fonds;
- c. Élimination de la TPS sur la construction de nouveaux logements locatifs;
- d. Prise de mesures sévères contre les locations à court terme non conformes (p. ex., Airbnb) pour que les logements puissent servir de résidence aux Canadiennes et aux Canadiens;
- e. Interdiction d'achat d'immeubles résidentiels par des non-Canadiennes et des non-Canadiens;

Que pensez-vous de ces mesures? Le gouvernement du Canada se trouve-t-il sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie à cet égard? Pourquoi?

Qu'est-ce que le gouvernement fédéral pourrait faire d'autre relativement à l'offre et au coût des logements?

8. Les priorités budgétaires (15 minutes)

Comme vous le savez peut-être, le gouvernement fédéral annonce chaque année un budget pour l'année à venir, dans lequel il décrit les investissements qu'il effectuera et les nouveaux programmes prévus, en plus de présenter des prévisions, notamment sur le déficit et l'orientation de l'économie.

Dans la fenêtre de clavardage (« CHAT »), veuillez répondre à la question suivante : « Si vous pouviez désigner une priorité à la ministre des Finances dans le budget fédéral à venir, quelle serait-elle? »

Pourquoi?

EXPLORER SI PAS MENTIONNÉ : Que pensez-vous...?

- f) D'aider les Canadiennes et les Canadiens à faire ou à refaire une formation pour s'adapter à de nouvelles perspectives d'emploi, afin de combler les pénuries de main-d'œuvre. **SI ON LE DEMANDE** *ce qui pourrait comprendre des emplois dans les soins de santé, les métiers spécialisés ainsi que l'apprentissage et la garde des jeunes enfants;*
- g) D'investir dans l'infrastructure verte (p. ex., transport en commun, amélioration énergétique, véhicules électriques, etc.);
- h) De veiller à ce que les membres du 1 % le plus riche et les sociétés les plus fortunées paient leur juste part;
- i) D'aider la jeune génération à se trouver de bons emplois en leur donnant accès à des études abordables, à des programmes d'apprentissage, à des programmes d'études coopératifs et à des stages;
- j) D'aider les provinces et les territoires à améliorer leurs services de santé.

Quelles répercussions les priorités budgétaires que vous avez nommées auraient-elles sur votre famille et vous-même? Est-ce que cela vous aiderait à surmonter les difficultés économiques auxquelles vous faites face et dont nous avons discuté plus tôt?

9. Conclusion (5 minutes)

Nous avons abordé de nombreux sujets aujourd'hui, et je vous suis très reconnaissant d'avoir consenti à nous accorder le temps et l'énergie nécessaires pour participer et nous faire part de votre opinion. Vos commentaires sont très importants et très utiles. Avant de terminer, je vous invite à me faire part de tout autre commentaire relatif aux sujets d'aujourd'hui que vous aimeriez transmettre au gouvernement du Canada.

MERCI DE VOTRE PARTICIPATION!

Annexe C : Questionnaire de recrutement

Questionnaire de recrutement

22 décembre 2023

Environics Research Group Itée
Groupes de discussion prébudgétaire – hiver 2024
Ministère des Finances Canada
PN11919

Questionnaire de recrutement pour les séances de discussion en groupe

Nom de la personne interrogée : _____

N° de tél. (domicile) : _____

N° de tél. (travail) : _____

N° de groupe : _____

Recruteuse ou recruteur : _____

GROUPE 1 Ontario – Acheteurs potentiels Mercredi 24 janvier 17 h HNE	GROUPE 2 Ontario – Adultes de 18 à 34 ans Mercredi 24 janvier 19 h HNE	GROUPE 3 Atlantique – Adultes de 55 ans ou plus Jeudi 25 janvier 16 h HNE (17 h HNA)	GROUPE 4 Atlantique – Adultes de 18 à 54 ans, classe moyenne* Jeudi 25 janvier 18 h HNE (19 h HNA)
GROUPE 5 Colombie-Britannique – Adultes de 18 à 34 ans Samedi 27 janvier 13 h HNE (10 h HNP)	GROUPE 6 Colombie-Britannique – Propriétaires devant renouveler leur prêt hypothécaire Samedi 27 janvier 15 h HNE (12 h HNP)	GROUPE 7 Prairies – Adultes de 35 à 54 ans Lundi 29 janvier 18 h HNE (17 h HNC/16 h HNR)	GROUPE 8 Prairies – Adultes de 55 ans ou plus Lundi 29 janvier 20 h HNE (19 h HNC/18 h HNR)
GROUPE 9 Québec (français) – Acheteurs potentiels Mardi 30 janvier 17 h HNE	GROUPE 10 Québec (français) – Adultes de 35 à 54 ans Mardi 30 janvier 19 h HNE		

Huit personnes recrutées par séance. Compensation financière : 100 \$. Porter attention aux caractéristiques démographiques selon l'âge, le revenu, le statut de propriétaire ou celui d'acheteur potentiel. Les groupes 3 et 4 doivent couvrir les quatre provinces de l'Atlantique, et les groupes 7 et 8, les trois provinces des Prairies.

Par « acheteur potentiel », on entend toutes les personnes qui envisagent actuellement d'acheter leur première propriété. Il peut s'agir de personnes vivant sans payer de loyer dans le foyer familial ou de locataires qui économisent ou envisagent de le faire pour acheter un logement dans les dix prochaines années. Cette définition peut également couvrir celles et ceux qui souhaitent devenir propriétaires, mais qui ne savent pas s'ils pourront se le permettre.

Par « propriétaires devant renouveler leur prêt hypothécaire », on entend les propriétaires dont le prêt hypothécaire sera en processus de renouvellement au cours des deux prochaines années.

* Pour le groupe 4 dans le Canada atlantique, poser la question d'auto-identification pour la classe moyenne. Inscire le revenu personnel et familial (idéalement, un revenu individuel de 50 000 \$ à 100 000 \$ ou un revenu du ménage de 60 000 \$ à 150 000 \$.)

Bonjour, je m'appelle ____ et je travaille pour Trend Research, un partenaire d'Environics Research. Nous menons auprès de gens de votre région une série de groupes de discussion en ligne, par vidéoconférence, pour le compte du gouvernement du Canada au sujet d'enjeux touchant l'économie du pays. Would you like to continue this discussion in English? /Voulez-vous continuer cette conversation en français?

Nous cherchons à parler à des Canadiennes et à des Canadiens de 18 ans ou plus. Avez-vous au moins 18 ans? SI NON : Puis-je parler à une personne âgée de 18 ans ou plus? Cette étude est un projet de recherche qui n'a aucune visée commerciale ou promotionnelle. Votre participation à cette recherche est complètement volontaire et anonyme, et votre décision d'y prendre part ou non n'aura aucune conséquence sur vos relations avec le gouvernement.

La discussion se déroulera par vidéoconférence à l'aide de Zoom et sera menée par une chercheuse professionnelle ou un chercheur professionnel d'Environics, avec vous et d'autres personnes de votre région. Me permettez-vous de vous poser quelques questions supplémentaires afin de vérifier si vous répondez aux critères d'admissibilité de notre étude ou de poser quelques questions supplémentaires à un autre membre de votre ménage, afin de vérifier si cette personne répond à ces critères d'admissibilité? Cela prendra environ cinq minutes.

Oui 1 **POURSUIVRE**

Non 2 **REMERCIER ET TERMINER**

La séance durera au plus une heure et demie et vous recevrez un montant de 100 \$ pour vous remercier de votre participation.

La séance sera enregistrée aux fins de recherche. L'enregistrement ne sera utilisé que par la chercheuse professionnelle ou le chercheur professionnel pour l'aider à rédiger son rapport sur les conclusions de la recherche et sera détruit une fois le rapport achevé. Toutes les informations recueillies, utilisées ou divulguées serviront uniquement aux fins de recherche et seront gérées conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Vous pouvez consulter la politique de confidentialité d'Environics Research à l'adresse [Politique de confidentialité - Environics Research](#).

[NOTE À LA PERSONNE QUI RÉALISE L'ENTREVUE – LIRE CE QUI SUIT EN CAS DE QUESTION SUR LES *LOIS SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS* : « Les renseignements recueillis dans le cadre de la recherche sont assujettis aux dispositions de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, à la législation du gouvernement du Canada et aux dispositions des lois provinciales pertinentes sur la protection de la vie privée.

»] Environics est membre du Conseil de recherche et d'intelligence marketing canadien (CRIC) et adhère à toutes ses normes, et a inscrit le sondage auprès du Service de vérification des recherches du CRIC (n° de référence : 20231123-EN135).

REMARQUE : Si une participante ou un participant demande des informations sur la société de recherche qui mène l'étude, lui dire : Environics Research est située au 366, rue Adelaide Ouest, bureau 101, à Toronto, en Ontario, et peut être jointe au 416 920-9010.

Oui 1 **POURSUIVRE**

Non 2 **REMERCIER ET TERMINER**

1. Est-ce qu'un membre de votre ménage, de votre famille immédiate ou vous-même travaillez actuellement pour l'un des employeurs suivants?

	Non	Oui
Société d'étude de marché, firme de relations publiques ou de communication ou agence de publicité		
Médias (p. ex., radio, télévision, journal, magazine, etc.)		
Ministère ou organisme gouvernemental fédéral ou provincial		
Parti politique		

SI OUI À L'UNE DES OPTIONS CI-DESSUS – REMERCIER ET TERMINER

2. Les groupes doivent comprendre des personnes de divers groupes d'âge. Pour ce faire, pouvez-vous m'indiquer votre âge exact? _____. INSCRIRE

Moins de 18 ans	TERMINER
18 à 24 ans	1 GROUPES 2 ET 5 DOIVENT ÊTRE ISSUS DE CETTE CATÉGORIE
25 à 34 ans	2 GROUPES 2 ET 5 DOIVENT ÊTRE ISSUS DE CETTE CATÉGORIE
35 à 44 ans	3 GROUPES 7 ET 10 DOIVENT ÊTRE ISSUS DE CETTE CATÉGORIE
45 à 54 ans	4 GROUPES 7 ET 10 DOIVENT ÊTRE ISSUS DE CETTE CATÉGORIE
55 à 64 ans	5 GROUPES 3 ET 8 DOIVENT ÊTRE ISSUS DE CETTE CATÉGORIE
65 à 74 ans	6 GROUPES 3 ET 8 DOIVENT ÊTRE ISSUS DE CETTE CATÉGORIE
75 ans ou plus	TERMINER

3. Quel est votre genre?

Homme 1

Femme 2 RÉPARTITION 50/50, COMPTER « AUTRE » COMME L'UN OU L'AUTRE

Autre (veuillez préciser) _____ 3

4. Combien de personnes, y compris vous-même, vivent dans votre foyer et ont un revenu?

Une (seulement moi) **POSER Q5, PUIS PASSER À Q7**

Deux **PASSER À Q6**

Trois **PASSER À Q6**

Quatre ou plus **PASSER À Q6**

POSER SI SEULEMENT UNE PERSONNE A UN REVENU DANS LE MÉNAGE :

5. Laquelle des catégories suivantes correspond le mieux à votre revenu annuel personnel total, avant impôts, pour l'année 2023?

LIRE

01 – Moins de 30 000 \$

02 – De 30 000 \$ à 50 000 \$

03 – De 50 000 \$ à 80 000 \$

04 – De 80 000 \$ à 100 000 \$

05 – De 100 000 \$ à 120 000 \$

06 – De 120 000 \$ à 150 000 \$

07 – 150 000 \$ et plus

99 – Je refuse de répondre/je ne saurais dire/sans objet **TERMINER**

POSER SI DE NOMBREUSES PERSONNES ONT UN REVENU DANS LE MÉNAGE :

6. Laquelle des catégories suivantes correspond le mieux au revenu annuel total, avant impôts, de tous les membres de votre ménage pour l'année 2023? LIRE

01 – Moins de 30 000 \$

02 – De 30 000 \$ à 60 000 \$

03 – De 60 000 \$ à 80 000 \$

04 – De 80 000 \$ à 100 000 \$

05 – De 100 000 \$ à 120 000 \$

06 – De 120 000 \$ à 150 000 \$

07 – 150 000 \$ et plus

99 – Je refuse de répondre/je ne saurais dire/sans objet **TERMINER**

POSER À TOUTES ET À TOUS

7. Êtes-vous actuellement propriétaire ou locataire de votre logement, ou vos conditions de logement sont différentes (p. ex., vivre sans payer de loyer, dans le foyer familial)?

Locataire **POSER Q8, PUIS PASSER À Q10**

Propriétaire **PASSER À Q9**

Autre (veuillez préciser) : ____ **POSER Q8, PUIS PASSER À Q10**

POSER AUX LOCATAIRES ET AUX PERSONNES DONT LES CONDITIONS DE LOGEMENT SONT DIFFÉRENTES :

8. Est-ce que vous épargnez en vue d'acheter votre première propriété ou prévoyez de le faire dans les dix prochaines années?

Oui, j'épargne en vue d'acheter ma première propriété ou je prévois de le faire dans les dix prochaines années **GROUPES 1 ET 9**

Non, je n'envisage pas d'acheter ma première propriété dans les dix prochaines années

POSER À TOUTES ET À TOUS LES PROPRIÉTAIRES

9. Détenez-vous un prêt hypothécaire sur votre maison? SI OUI, quand doit-il être renouvelé?

Prêt hypothécaire devant être renouvelé en 2025 ou 2026 (L'AN PROCHAIN OU DANS DEUX ANS)
GROUPE 6 (C.-B.)

Prêt hypothécaire devant être renouvelé en 2027 ou plus tard (dans plus de 2 ans)

Pas de prêt hypothécaire

10. Diriez-vous que vous vivez dans la pauvreté, dans la classe moyenne ou dans la classe aisée?

Pauvreté

Classe moyenne

GROUPE 4 (ATLANTIQUE) – TOUS DOIVENT DIRE OUI

Classe aisée

REMARQUE : GROUPE 4 (ATLANTIQUE) : ADULTES DE 18 À 54 ANS; GROUPES 1, 6 ET 9 :**11. ADULTES DE N'IMPORTE QUELLE CATÉGORIE D'ÂGE. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint? RECRUTER UN MÉLANGE**

Partie des études secondaires seulement 1

Diplôme d'études secondaires 2

Certificat d'une école de métier 3 **RECRUTER UN MÉLANGE**

Partie des études postsecondaires 4

Diplôme d'études postsecondaires 5

Diplôme d'études supérieures 6

12. Quelle est votre situation d'emploi actuelle? [SUIVRE LES QUOTAS]Travail à temps plein (35 heures par semaine ou plus) minimum de 4 **POSER Q13 ET Q14**Travail à temps partiel (moins de 35 heures) maximum de 2 **POSER Q13 ET Q14**

Personne au foyer maximum de 1

Aux études maximum de 1

À la retraite maximum de 2

Sans emploi maximum de 1

POSER Q13 ET Q14 AUX PERSONNES QUI TRAVAILLENT**13. Avez-vous un emploi ou exploitez-vous une entreprise individuelle (travail autonome)?**

Emploi

Travail autonome

14. Quel est votre emploi actuel?

Type d'emploi

Type d'entreprise

POSER SI PERSONNE MARIÉE/EN UNION DE FAIT : QUEL EMPLOI OCCUPE VOTRE CONJOINTE OU CONJOINT?

Type d'emploi

Type d'entreprise

TERMINER SI L'EMPLOI EST ASSOCIÉ AUX EXCLUSIONS À Q1.**POSER À TOUTES ET À TOUS****15. Quelles sont vos origines ethniques?**

EN ONTARIO ET EN C.-B., recruter au moins trois personnes par groupe qui ne sont pas d'origine européenne ou qui sont membres d'une minorité visible (p. ex., personnes d'origine chinoise ou sud asiatique, mais aussi, possiblement, personnes autochtones ou afro-canadiennes). Autres régions : aucun minimum, mais recrutement souhaitable.

16. Nous demandons aux participantes et aux participants aux séances de discussion en groupe d'exprimer leurs opinions et commentaires; dans quelle mesure êtes-vous à l'aise de faire part de vos opinions à d'autres personnes? Êtes-vous...? [LIRE LA LISTE]

Très à l'aise 1 **MINIMUM DE 5 PAR GROUPE**

Plutôt à l'aise 2

Pas très à l'aise 3 **TERMINER**Très mal à l'aise 4 **TERMINER**

17. Avez-vous déjà participé à une séance de discussion ou entrevue individuelle où l'on vous a remis une somme d'argent, ici ou ailleurs?

Oui 1 **MAXIMUM DE 5 PAR GROUPE**Non 2 **PASSER À Q21****SI OUI, DEMANDER :****18. À quand remonte la dernière fois où vous avez participé à l'une de ces discussions?**

[TERMINER SI 6 MOIS OU MOINS]

19. À combien de séances de discussion individuelles ou en groupe avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

(Veuillez préciser)

SI 5 OU PLUS – TERMINER

20. Quels ont été les sujets abordés dans les séances de discussion ou entrevues individuelles auxquelles vous avez pris part au cours des cinq dernières années?

(Veuillez préciser)

**TERMINER SI ÉCONOMIE OU FINANCE
POSER À TOUS ET À TOUTES**

21. Les participantes et les participants aux groupes de discussion devront joindre une vidéoconférence sur Zoom à l'aide d'un ordinateur de bureau, d'un ordinateur portable ou d'une tablette. Pour prendre part à cette étude, vous devrez avoir accès à Internet à partir d'un endroit privé et tranquille. Nous ne sommes pas en mesure de vous fournir ces outils technologiques. Serez-vous en mesure d'avoir accès à Internet pour une discussion audiovisuelle d'une heure et demie tenue à l'aide d'un ordinateur de bureau, d'un ordinateur portable ou d'une tablette?

Oui **POURSUIVRE**

Non **TERMINER**

REMARQUE : CET EXERCICE NE POURRA PAS ÊTRE RÉALISÉ À L'AIDE D'UN TÉLÉPHONE CELLULAIRE.

22. La séance de discussion se déroulera par l'entremise de la plateforme de conférence Zoom. Si vous n'avez jamais utilisé Zoom, vous devrez peut-être installer un logiciel à partir du site <https://zoom.us/download>. Vous pourrez le supprimer après la séance si vous le souhaitez. Dans quelle mesure avez-vous l'habitude et êtes-vous à l'aise d'utiliser la plateforme de vidéoconférence Zoom?

Très à l'aise **1 POURSUIVRE**

Plutôt à l'aise **2 POURSUIVRE**

Pas très à l'aise **3 TERMINER**

Pas du tout à l'aise **4 TERMINER**

23. Lors des groupes de discussion, les participantes et les participants sont parfois invités à saisir leurs réponses aux questions dans la fenêtre de clavardage. Le cas échéant, serez-vous capable de le faire? Si vous utilisez des lunettes ou un appareil auditif, n'oubliez pas de les avoir à portée de main.

Oui **POURSUIVRE**

Non **TERMINER**

24. J'aimerais vous inviter à prendre part à un groupe de discussion au sein duquel vous ferez part de vos opinions dans le cadre d'une discussion menée par une animatrice ou un animateur et à laquelle participeront d'autres personnes. La séance sera enregistrée et d'autres membres de l'équipe de recherche pourront l'observer, mais votre participation sera confidentielle. Si vous prenez part à la séance, vous recevez un montant de 100 \$ en guise de remerciement pour votre temps. Il vous sera envoyé par voie électronique. Consentez-vous à faire partie du groupe de discussion? En acceptant d'y prendre part, vous donnez votre consentement à ces procédures.

Oui **POURSUIVRE**

Non **TERMINER**

25. Nous communiquerons à nouveau avec vous avant la date de la séance pour confirmer votre présence. Veuillez noter que cette invitation ne s'adresse qu'à vous, et que vous ne pouvez pas demander à une autre personne de vous remplacer. Acceptez-vous ces conditions?

Oui **POURSUIVRE**

Non **TERMINER**

26. La séance durera environ une heure et demie (90 minutes), mais nous demandons à toutes les participantes et à tous les participants de se connecter à la réunion en ligne (plateforme Zoom) cinq minutes avant le début de la discussion. Serez-vous en mesure de vous y connecter environ cinq minutes avant l'heure prévue de la séance?

Oui **POURSUIVRE**

Non **TERMINER**

Veuillez confirmer votre adresse courriel, afin que je puisse vous faire parvenir les informations de connexion à l'application de conférence en ligne Zoom.

Adresse courriel : _____

RELIRE L'ADRESSE COMPLÈTE AFIN D'EN VÉRIFIER L'ORTHOGRAPHE.

(Remarque : Nous vous enverrons les liens pertinents au début de la semaine prochaine.)

BIEN INDIQUER AUX PERSONNES PARTICIPANTES L'HEURE DE LA SÉANCE SELON LEUR FUSEAU HORAIRE.

VOIR LES HEURES ET DATES SUR LA PAGE 1.

INTERVIEWEURS : Informer les participantes et les participants qu'il s'agit d'un petit groupe et que les personnes qui ne s'y présenteront pas ou qui annuleront leur participation à la dernière minute mettront le projet en péril. S'assurer que ces personnes comprennent que leur opinion est très importante et que nous tenons à entendre ce qu'elles ont à dire.

NOTE : AVISER LES PERSONNES QU'ELLES RECEVRONT UN APPEL OU UN COURRIEL DE CONFIRMATION LA VEILLE DE LA SÉANCE. SI, POUR UNE RAISON QUELCONQUE, ELLES N'ONT PAS EU DE NOS NOUVELLES, ELLES DEVRAIENT NOUS CONTACTER AU _____. SI LEUR NOM N'APPARAÎT PAS SUR LA LISTE DE PRÉSENCE, ELLES NE SERONT PAS ADMISES AU GROUPE DE DISCUSSION. SI UNE PERSONNE PARTICIPANTE A DES QUESTIONS SUR LA RECHERCHE, ELLE DEVRAIT ÉGALEMENT NOUS CONTACTER À CE NUMÉRO.